



Croissance robuste et diversification économique en marche

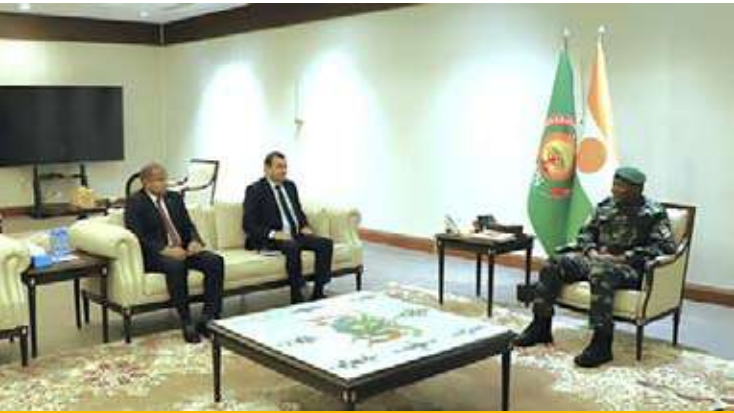
LE FMI SALUE LES RÉFORMES MENÉES PAR LE GOUVERNEMENT

Le Fonds monétaire international (FMI) salue les réformes économiques engagées par l'Algérie et relève la solidité de sa croissance économique. Dans son dernier rapport consacré au pays, l'institution souligne les progrès réalisés en matière de diversification et de résilience, tout en appelant à poursuivre les efforts pour consolider les équilibres budgétaires et accélérer les transformations structurelles. P3



Criminalité organisée, drogue et blanchiment d'argent

DUBAÏ CITÉ DANS PLUSIEURS ENQUÊTES INTERNATIONALES

P4

Arkab reçu à Niamey par le président nigérien
KAFRA, ZINDER ET TSGP, LES GRANDS DOSSIERS SUR LA TABLE P4

81^e session de l'Assemblée générale de l'ONU LES GRANDS ENJEUX DU MONDE AU CŒUR DES DÉBATS

Près de 130 dirigeants sont attendus à New York pour une semaine de haut niveau dominée par les grandes crises internationales. Palestine, Ghaza, paix et sécurité, climat et intelligence artificielle seront au cœur des échanges. P2



Presse électronique La Présidence de la République au chevet de la corporation

Présidée, conjointement, par le conseiller auprès du président de la République chargé de la Direction générale de la communication, Kamel Sidi Saïd et le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, une réunion interactive s'est tenue, lundi, au siège de la Présidence, avec pour ordre du jour l'écoute des préoccupations du secteur de la presse électronique. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de la Présidence, qui ajoute qu'y ont pris également, des cadres de la Direction générale de la communication à la présidence de la République et du ministère de la Communication, ainsi que nombre d'acteurs parmi les directeurs de journaux électroniques. C'est dire un peu que la stature d'un tel conclave reflète, on ne peut mieux, le souci des hautes autorités du pays à redorer le blason d'un segment médiatique de première importance à l'ère du numérique et des réseaux sociaux. La réunion a été consacrée à l'écoute des diverses préoccupations liées au fonctionnement de ce secteur et à la concertation avec ses différents responsables. Elle intervient, faut-il rappeler, dans le cadre de la série de rencontres organisées par la Direction générale de la Communication à la Présidence de la République et le ministère de la Communication avec les responsables des médias publics et privés. C'est la deuxième du genre après celle tenue la semaine passée avec les représentants des médias audiovisuels, publics et privés.

Escale technique pour l'avion du président de la République islamique d'Iran

L'avion du président de la République islamique d'Iran, Masoud Pezeshkian, a atterri hier en fin de matinée, à l'aéroport international Houari- Boumediene d'Alger pour une escale technique. Le président iranien a été accueilli au salon d'honneur de l'aéroport international d'Alger par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib. L'avion présidentiel a, ensuite, quitté l'aéroport et repris son vol dans l'après-midi. Le président iranien a été salué à son départ par le ministre de l'Intérieur, Saïd Sayoud, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger.

81^E SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Les grands enjeux du monde au cœur des débats

Près de 130 dirigeants sont attendus à New York pour une semaine de haut niveau dominée par les grandes crises internationales. Palestine, Ghaza, paix et sécurité, climat et intelligence artificielle seront au cœur des échanges. Chargé par le président Abdelmadjid Tebboune, Ahmed Attaf représentera l'Algérie aux travaux de l'Assemblée générale.

PAR NASSIM TERKI

Les travaux de la semaine de haut niveau de la 81^e session de l'Assemblée générale des Nations unies débutent ce mardi à New York, avec la participation de près de 130 chefs d'État et de gouvernement, ainsi que de délégations et de représentants des États membres.

Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, représente l'Algérie aux travaux de cette semaine de haut niveau.

Le débat général se déroule du 22 au 26 septembre, avant de reprendre le 28 septembre. Il doit permettre aux dirigeants et aux représentants de haut niveau des États membres de présenter leurs positions sur les principales questions internationales et les défis auxquels fait face la communauté internationale.

Au cœur des discussions figurent notamment les questions de paix et de sécurité, le changement climatique, la santé, le développement, les droits de l'homme, ainsi que la gouvernance numérique et l'intelligence artificielle. La situation internationale, marquée par plusieurs crises, occupera également une place importante dans les interventions.

La question palestinienne et la situation dans la bande de Ghaza doivent notamment être au centre des échanges, dans un contexte international marqué également par les conflits au Moyen-Orient et en Ukraine.

La semaine de haut niveau comprend, en parallèle du débat général, plusieurs réunions consacrées à des dossiers spécifiques. Une réunion de haut niveau marquera notamment, mercredi, le 40^e anniversaire de la Déclaration sur le droit au développement. Une autre, prévue jeudi, portera sur les menaces existentielles liées à l'élévation du niveau de la mer. Une réunion de haut niveau consacrée à la prévention, à la préparation et à la réponse aux pandémies est programmée vendredi.

Le climat et la transition énergétique feront également l'objet d'un sommet de haut niveau, alors que la gouvernance de l'intelligence artificielle figure parmi les nouvelles priorités de cette session.



La session est présidée par le ministre bangladais des Affaires étrangères, Khalilur Rahman, élu à cette fonction le 2 juin dernier. Il a placé son mandat sous le thème : « Restaurer la confiance, gérer la transformation : une Organisation des Nations unies au service de tous ».

Ce thème met notamment l'accent sur le renforcement de la coopération multilatérale, la paix et la sécurité, le développement, la lutte contre les effets du changement climatique, les droits et la protection des populations, ainsi que la réforme du système des Nations unies. La gouvernance de l'intelligence artificielle et la réduction de la fracture numérique figurent également parmi les priorités annoncées par le président de l'Assemblée générale. Le président du Conseil européen, António Costa, doit pour sa part prendre la parole jeudi devant l'Assemblée générale au nom de l'Union européenne, dans le cadre de la série d'interventions des dirigeants et représentants de haut niveau.

Cette 81^e session intervient également à quelques mois de la fin du mandat du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Son deuxième et dernier mandat prendra fin le 31 décembre 2026. Il avait pris ses fonctions en janvier 2017, succédant au Sud-Coréen Ban Ki-moon.

La course à sa succession a connu une évolution récente avec le retrait de l'ancienne présidente chilienne Michelle Bachelet, annoncé le 20 septembre. Cette décision ramène à sept le nombre de candidats encore en lice, même si de nouvelles candidatures restent possibles.

Les sept candidats actuellement en course sont l'ancienne ministre équatorienne des Affaires étrangères Maria Fernanda Espinosa, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, l'ancienne vice-présidente du Costa Rica Rebeca Grynspan, l'ancienne ministre guyanaise des Affaires étrangères Carolyn Rodrigues-Birkett, l'ancien président sénégalais Macky Sall, le diplomate ougandais Olara Otunnu et la diplomate équatorienne Ivonne Baki.

Lors du troisième sondage informel organisé le 18 septembre au sein du Conseil de sécurité, Rebeca Gryn-

pan est arrivée en tête avec neuf voix « encourage », contre huit pour Carolyn Rodrigues-Birkett. Ces consultations sont toutefois non contraignantes et ne préjugent pas de l'issue du processus.

Le choix du futur secrétaire général devra passer par le Conseil de sécurité. Celui-ci devra recommander un candidat à l'Assemblée générale, après l'obtention d'au moins neuf voix sur quinze et l'absence de veto de l'un des cinq membres permanents : les États-Unis, la Russie, la Chine, la France et le Royaume-Uni. L'Assemblée générale des Nations unies procédera ensuite à la nomination.

La succession d'Antonio Guterres devrait ainsi constituer l'un des sujets de discussion en marge de cette semaine diplomatique, alors que les États membres sont appelés à débattre de l'avenir du multilatéralisme et du rôle des Nations unies face aux crises internationales.

N. T.

M^{me} Djamila Achour, nouvelle ambassadeure d'Algérie auprès de la République kirghize

Le gouvernement de la République kirghize a donné son agrément à la nomination de Mme Djamila Achour, en qualité d'ambassadeure extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République kirghize, avec résidence à Tachkent, a indiqué, hier, un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgic@anep.com.dz
Programation.rcgic@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

CROISSANCE ROBUSTE ET DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE EN MARCHÉ

Le FMI salue les réformes menées par le gouvernement

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu, le 11 septembre dernier, les consultations au titre de l'article IV pour l'Algérie. Dans ses observations, rendues publiques sur son site officiel, le Fonds dresse un état des lieux globalement favorable de l'économie algérienne, tout en soulignant les déséquilibres qui persistent. L'économie nationale reste robuste, la croissance demeure solide et les perspectives à court terme sont globalement positives, malgré des déficits budgétaires et courants importants et une érosion des marges de manœuvre financières et extérieures.

PAR MAHDI B.

Le Fonds se montre notamment positif à l'égard des réformes engagées, estimant que « le programme de réformes de l'Algérie a favorisé la diversification économique et une croissance robuste ». Il relève toutefois que les déficits budgétaires importants « ont épuisé les marges de manœuvre budgétaires et réduit les marges extérieures ». La hausse des recettes tirées des hydrocarbures améliore, selon le FMI, « les perspectives à court terme et offre la possibilité de reconstituer les marges de manœuvre ». Pour autant, « réduire les vulnérabilités requiert une consolidation budgétaire, une politique monétaire axée sur la stabilité des prix et une plus grande flexibilité du taux de change ».

Le FMI salue par ailleurs « les efforts de diversification de l'Algérie et son retrait de la liste du GAFI des pays et territoires soumis à une surveillance renforcée », estimant que ces avancées devraient être accompagnées de réformes plus profondes afin de soutenir « une croissance plus forte, plus résiliente et tirée par le secteur privé ». Le Fonds relève cependant que la croissance robuste enregistrée en 2025 s'est accompagnée d'une hausse de l'inflation et de déficits budgétaires et courants importants. En 2025, ajoute le Fonds, « la croissance du PIB réel est estimée à 3,9 % (contre 3,7 % en 2024), soutenue par la vigueur de l'investissement ». L'inflation globale « est passée de -2,0 % en septembre 2025 à 5,2 % en avril 2026 », sous l'effet notamment de la fin de la déflation des prix des denrées alimentaires et de la forte hausse des prix des bijoux, consécutive à l'augmentation des prix de l'or. Plus loin dans son rapport, le FMI indique que « le déficit budgétaire a diminué en 2025, grâce aux versements de dividendes élevés ponctuels des entreprises publiques et de la Banque d'Algérie, mais il est resté très élevé ». Les besoins de financement importants ont, dans ce contexte, contribué à accroître la dette publique et le recours au financement de la Banque centrale. D'autre part, « les conditions monétaires se sont assouplies parallèlement à un financement accru de l'État par la banque centrale, et la prime de taux de change parallèle a augmenté », précise le Fonds. Selon le FMI, « les perspectives à court terme demeurent globalement favorables, bien que l'érosion des marges de manœuvre



budgetaires et extérieures pèse sur les perspectives économiques ». La hausse des prix des hydrocarbures devrait stimuler les exportations et les recettes budgétaires, tandis que « la croissance du PIB devrait rester robuste à 3,8 % en 2026 ». L'inflation devrait, pour sa part, augmenter temporairement. Le déficit budgétaire devrait rester élevé, avec la poursuite du financement monétaire, tandis que le déficit courant devrait se réduire sous l'effet de la hausse des prix des hydrocarbures et de la baisse des importations. Le Fonds identifie également des facteurs susceptibles d'améliorer les perspectives à moyen terme. « Une consolidation plus marquée des finances publiques, une diversification plus rapide de l'économie et la poursuite des réformes structurelles pourraient améliorer le climat des affaires, attirer davantage d'investissements privés et renforcer la croissance ainsi que la résilience à moyen terme », relève-t-il. Les recommandations des administrateurs du Fonds portent notamment sur le maintien de la résilience de l'économie algérienne. Les administrateurs du FMI ont « salué la robustesse de la croissance en Algérie et les efforts de diversification, soutenus par une stratégie axée sur l'investissement public ». Toutefois, « bien que les perspectives à court terme demeurent globalement positives, les administrateurs ont noté que les déficits budgétaires élevés ont érodé les marges de manœuvre budgétaires et extérieures et accru les pressions de financement ». Ils ont ainsi souligné la nécessité de « rééquilibrer progressivement les politiques

macroéconomiques et de poursuivre les réformes structurelles afin de reconstituer les marges de manœuvre, d'accroître la résilience, de soutenir la diversification et de promouvoir une croissance tirée par le secteur privé ». Ils ont également estimé qu'un engagement continu avec le FMI à travers le développement des capacités et l'assistance technique demeurerait important.

Une croissance mondiale toujours modérée

Le FMI note par ailleurs que « les administrateurs ont salué les efforts déployés par l'Algérie pour renforcer la stabilité et l'inclusion financière ». Tout en relevant que les banques demeurent liquides, rentables et bien capitalisées, ils ont appelé à poursuivre les réformes destinées à contenir les risques liés au niveau élevé des prêts non performants et aux liens financiers étroits entre l'État, les entreprises publiques et les banques publiques. Pour le Fonds, les mesures visant à renforcer la supervision financière, les dispositifs de gestion des crises et de la liquidité, ainsi qu'à améliorer la gouvernance des banques publiques, restent importantes. Enfin, le FMI, qui a salué « les efforts des autorités en matière de diversification », estime que « des réformes approfondies demeurent nécessaires pour soutenir une croissance plus forte, plus résiliente et davantage portée par le secteur privé ». Parmi les priorités figurent « l'amélioration du climat des affaires et de l'équité des conditions de concurrence entre les entreprises publiques et le secteur privé, la réduction des obstacles réglementaires et de l'informalité, ainsi que le renforcement de la gouvernance et de la transparence ». S'agissant des perspectives mondiales, le Fonds estime que « la croissance devrait s'établir à 3,0 % en 2026 et à 3,4 % en 2027, en baisse par rapport à la moyenne de 3,5 % observée en 2024-2025 et sans grand changement en termes cumulés par rapport aux prévisions de l'édition d'avril 2026 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) ». Cette légère décélération s'explique notamment par la compensation partielle des effets de la guerre au Moyen-Orient grâce à l'accélération de la dynamique du cycle technologique mondial, portée par la demande et favorisée par les progrès et l'adoption de l'intelligence artificielle (IA). ■

FABRICATION DE COMPOSANTS ET DE PIÈCES DÉTACHÉES Boks investit dans la sous-traitance automobile

Une nouvelle unité dédiée à la fabrication de composants et de pièces détachées automobiles sera prochainement implantée dans la wilaya d'Aïn Témouchent. Le projet, porté par la société Boks, a franchi une nouvelle étape avec l'obtention d'une concession foncière destinée à accueillir cette usine, a annoncé hier l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). L'unité sera implantée dans la zone industrielle de Tamzoura, sur une assiette foncière d'environ un hectare. Elle sera spécialisée dans la fabrication et

l'assemblage de composants, d'équipements et de pièces détachées pour automobiles, ainsi que dans la production de pièces de carrosserie métalliques par emboutissage et formage. Parmi les principaux produits prévus figurent notamment les pavillons, les traverses de portes, les planchers, les traverses de pare-chocs et les planchers de coffre. La capacité de production annoncée est estimée à trois millions d'unités par an. Au-delà de la réalisation de cette nouvelle capacité industrielle, le projet devrait contribuer au renforcement du tissu

national de sous-traitance automobile. Il devrait générer environ 107 emplois directs et favoriser le développement d'un réseau de fournisseurs locaux spécialisés dans la fabrication de composants destinés à l'industrie automobile. L'implantation de Boks à Aïn Témouchent intervient également dans le cadre de ses relations avec le groupe Stellantis. La société avait signé, en février dernier, un accord de sous-traitance avec le constructeur afin d'approvisionner l'usine Fiat en Algérie en pièces et composants automobiles. ■

Éditorial L'EXPRESS

SATISFECIT

PAR BOUALEM B

Le dernier rapport du Fonds monétaire international consacré à l'Algérie offre une lecture encourageante de la situation économique du pays. La croissance reste solide, l'investissement conserve un rôle moteur et le secteur hors hydrocarbures confirme qu'il peut désormais porter une part plus importante de l'activité nationale. Ces résultats méritent d'être salués, sans céder pour autant à l'autosatisfaction. L'économie nationale a progressé de 3,9 % en 2025, après une croissance de 3,7 % en 2024. Le FMI table sur une croissance de 3,8 % en 2026. Le secteur hors hydrocarbures a, quant à lui, affiché une croissance de 4,3 % l'an passé et devrait se maintenir autour de 4 % cette année. Ces chiffres traduisent une économie qui gagne en profondeur et qui s'appuie de plus en plus sur des moteurs autres que le seul pétrole et le gaz. Le plus encourageant réside sans doute dans la volonté manifeste de diversifier les sources de richesse nationale. Le FMI salue d'ailleurs les réformes structurelles engagées, lesquelles commencent à porter leurs fruits en renforçant la résilience du pays face aux aléas mondiaux. Les perspectives à court terme restent globalement positives. La hausse des prix des hydrocarbures devrait accroître les recettes d'exportation et les recettes publiques. Le déficit du compte courant, lui, devrait se réduire en 2026, sous l'effet de l'augmentation des revenus tirés des hydrocarbures et de la baisse des importations. Il convient toutefois de faire bon usage de cette hausse des prix de l'énergie. Celle-ci ne doit pas devenir une nouvelle raison de reporter les changements nécessaires. Chaque embellie pétrolière devrait servir à renforcer les secteurs productifs, moderniser les infrastructures, améliorer la formation et soutenir les entreprises qui créent de la valeur. Une rente bien utilisée prépare l'avenir. Une rente simplement consommée ne fait que repousser les difficultés. Le secteur bancaire ressort également bien évalué. Le FMI relève que les banques disposent de niveaux adéquats de liquidité, de rentabilité et de capitalisation. Il salue également les efforts déployés pour renforcer la stabilité et l'inclusion financières. Autre point positif, la sortie rapide de l'Algérie de la liste des juridictions soumises à une surveillance renforcée du Groupe d'action financière (GAFI). Le Fonds appelle toutefois à poursuivre la mise en œuvre du cadre renforcé de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Évidemment, le rapport ne se limite pas aux satisfecit. Le FMI relève que les déficits budgétaires restent élevés et appelle à poursuivre les réformes afin de rendre l'économie plus résiliente. Il met également en avant l'importance d'approfondir les relations commerciales et énergétiques avec l'Europe et l'Afrique. L'Algérie dispose aujourd'hui d'un contexte favorable pour consolider ses marges financières et accélérer sa transformation. La réussite dépendra moins des annonces que de la continuité des décisions, de la qualité de leur mise en œuvre et de la capacité à faire confiance aux entrepreneurs, aux compétences nationales et aux initiatives locales.

South2 Corridor Les PME allemandes à l'affût des opportunités

Le projet South2 Corridor, destiné à acheminer vers l'Europe de l'hydrogène renouvelable produit en Algérie, suscite un intérêt croissant auprès des entreprises allemandes spécialisées dans l'énergie. Une dizaine d'entre elles ont participé à une rencontre organisée lundi à Alger par la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK Algérie), mettant en avant leurs technologies et leur volonté de contribuer au développement de cette future filière. Au-delà des déclarations d'intention, la rencontre a permis d'identifier des pistes concrètes de coopération entre opérateurs algériens et allemands. Des rencontres B2B ont notamment porté sur l'électrolyse, le dessalement et le traitement de l'eau, le stockage et la compression de l'hydrogène, les équipements industriels, la reconversion des canalisations, l'ingénierie, la certification et les études de faisabilité. Autant de maillons nécessaires à la mise en place d'une chaîne industrielle intégrée, de la production au transport de l'hydrogène vers les marchés européens. Cette mobilisation traduit une évolution du partenariat énergétique entre Alger et Berlin, appelé à s'étendre aux technologies de la transition énergétique. Des entreprises comme DUCHTING Pumpen et Fichtner GmbH & Co. KG ont ainsi présenté leur expertise et leur disponibilité à accompagner le développement de la filière. La représentante de DUCHTING Pumpen, Drifa Merabet, a notamment mis en avant un nouveau matériau permettant de produire localement des pièces de rechange pour les installations de dessalement, un enjeu important au regard des besoins en eau liés à la production d'hydrogène par électrolyse. Fichtner a, de son côté, souligné son expérience dans le dessalement, les questions environnementales et les projets liés à l'hydrogène vert. Pour l'AHK Algérie, cette dynamique repose sur la complémentarité entre le potentiel renouvelable de l'Algérie et le savoir-faire technologique et industriel allemand. Son directeur général, Oliver Blank, a insisté sur les opportunités offertes par le développement des énergies renouvelables et des nouvelles énergies en Algérie. La représentante du service économique de l'ambassade d'Allemagne, Anne-Sophie Legge, a, pour sa part, souligné la volonté de renforcer les relations économiques bilatérales, l'énergie devant constituer un axe important de cette coopération. L'implication du Mittelstand allemand, riche en PME industrielles spécialisées, pourrait ainsi permettre d'élargir le partenariat aux différents maillons de la chaîne de valeur. Long d'environ 3 300 kilomètres, le South2 Corridor doit relier l'Algérie à l'Italie, puis à l'Autriche et à l'Allemagne, afin d'acheminer l'hydrogène renouvelable vers les principaux pôles industriels européens. Le projet vise une capacité d'importation de plus de quatre millions de tonnes par an et devrait être pleinement opérationnel au début de la prochaine décennie. Près de 65 % du tracé devrait reposer sur la reconversion d'infrastructures gazières existantes, afin de limiter la construction de nouvelles canalisations. Porté notamment par les gestionnaires de réseaux Snam en Italie, TAG et Gas Connect Austria en Autriche, ainsi que bayernets en Allemagne, le corridor figure parmi les Projets d'intérêt commun de l'Union européenne. Pour l'Algérie, il représente à la fois un débouché vers le marché européen et une opportunité de structurer une nouvelle filière industrielle.

R. E.

ARKAB REÇU À NIAMEY PAR LE PRÉSIDENT NIGÉRIEN Kafra, Zinder et TSGP, les grands dossiers sur la table

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a été reçu, hier, à Niamey par le président de la République du Niger, le général d'armée Abdourahamane Tiani. Les échanges ont porté sur les principaux dossiers énergétiques entre les deux pays, notamment l'exploration à Kafra, les nouveaux blocs pétroliers, la raffinerie de Zinder et le gazoduc transsaharien.

PAR NASSIM TERKI

La coopération algéro-nigérienne dans le domaine des hydrocarbures était au centre de la rencontre tenue mardi à Niamey entre Mohamed Arkab et le président de la République du Niger, le général d'armée Abdourahamane Tiani. Cette rencontre intervient dans le cadre de la visite de travail officielle effectuée par le ministre d'État, sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Mohamed Arkab a transmis au président nigérien les salutations du président Abdelmadjid Tebboune, réaffirmant l'attachement de l'Algérie à la consolidation des relations de fraternité et de coopération avec le Niger, ainsi qu'au renforcement de l'intégration économique entre les deux pays. De son côté, le président Abdourahamane Tiani a chargé le ministre d'État de transmettre ses salutations aux dirigeants algériens. Il a également exprimé son appréciation du soutien apporté au partenariat « Sud-Sud » et au renforcement de la coopération africaine. Les discussions ont permis de faire le point sur les projets menés dans le secteur des hydrocarbures, en particulier les activités de recherche et d'exploration conduites par Sonatrach au niveau du bloc pétrolier de Kafra. Le président nigérien a salué l'expertise algérienne dans l'industrie pétrolière et gazière, exprimant le souhait de son pays de continuer à bénéficier de l'expérience de Sonatrach et de ses filiales dans plusieurs domaines. Il s'agit notam-



ment de la recherche et de l'exploration, du développement et de la production, du raffinage et de la pétrochimie, mais également de la formation, du transfert de technologie et du renforcement des capacités.

Les perspectives de développement et d'exploitation de nouveaux blocs pétroliers proposés par la partie nigérienne ont également été examinées, notamment le bloc de Bilma. Les deux parties ont, par ailleurs, abordé la coopération dans le domaine du raffinage, particulièrement les grands travaux de maintenance de la raffinerie de Zinder, ainsi que la commercialisation conjointe du pétrole brut nigérien. Dans ce cadre, l'importance de développer et d'élargir le partenariat entre Sonatrach et la Société nigérienne des produits pétroliers (Sonidep) a été soulignée. L'objectif est de couvrir les différentes étapes de

la chaîne des hydrocarbures, de valoriser les ressources naturelles et de renforcer les capacités nationales nigériennes.

Le TSGP, un projet stratégique

Le gazoduc transsaharien (TSGP) a constitué un autre axe majeur des discussions. Le président nigérien a réaffirmé l'importance stratégique de ce projet pour les trois pays et son rôle potentiel dans le développement économique et social, ainsi que dans le renforcement de l'intégration énergétique africaine. Les deux parties ont insisté sur la nécessité de poursuivre la coordination et le travail conjoint afin de faire avancer les différentes étapes de concrétisation du projet. Parmi les prochaines opérations figure le lancement, dans les meilleurs délais, de la campagne de levés topo-

graphiques du tracé du gazoduc sur le territoire nigérien, ainsi que la réalisation des études de protection de l'environnement, d'impact et géotechniques. Pour sa part, Mohamed Arkab a réaffirmé l'engagement de l'Algérie, conformément aux orientations du président Abdelmadjid Tebboune, à poursuivre son soutien au Niger dans le développement de son secteur des hydrocarbures. Il a également souligné l'importance de renforcer la coopération entre les institutions spécialisées des deux pays, notamment à travers le transfert d'expertise, le renforcement des capacités et la valorisation des ressources énergétiques, au service du développement économique et social des deux pays et de la région. La rencontre s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Algérie au Niger et du PDG du groupe Sonatrach, Nouredine Daoudi. ■

CRIMINALITÉ ORGANISÉE, DROGUE ET BLANCHIMENT D'ARGENT Dubai cité dans plusieurs enquêtes internationales

Plusieurs enquêtes d'investigation et dossiers judiciaires, menés dans différents pays et portant sur des affaires distinctes, font apparaître les Émirats dans des dossiers liés à la criminalité organisée. Ceux-ci concernent notamment la présence de personnes associées à ces réseaux, mais aussi l'utilisation de sociétés et de structures commerciales leur permettant de disposer d'un ancrage dans l'un des principaux centres financiers de la région. Dans l'un des dossiers récents, la plateforme britannique Bellingcat a, dans une enquête publiée le 19 septembre, remis en lumière le réseau criminel « Kinahan », dont la valeur est estimée à environ 1,5 milliard de dollars et qui est associé au trafic de drogue, au blanchiment d'argent et au trafic d'armes. L'enquête met notamment en évidence le rôle de Dubai comme base du réseau. Elle concerne Christy Kinahan, fondateur du réseau irlandais recherché par les autorités internationales, dont le visa de résidence aux Émirats a été annulé le 31 août dernier. Toutefois, les éléments du dossier ne se limitent pas à l'annulation du visa du dirigeant du réseau. Les registres de l'immigration

émirat examiné par Bellingcat font état du maintien de liens entre plusieurs membres importants du réseau et Dubai. Christopher Kinahan Jr, l'un des principaux membres du réseau visés par les sanctions américaines, a ainsi obtenu un nouveau visa de résidence de deux ans en juillet 2026, tandis que Bernard Clancy, un autre membre du réseau, a renouvelé son titre de résidence en janvier dernier.

Des liens persistants entre Christy Kinahan et Dubai

Selon la plateforme britannique, les mêmes registres montrent que les liens entre le réseau et Dubai ne se limitaient pas à la résidence de ses membres, mais s'étendaient également au domaine des entreprises et des structures commerciales. Les visas de résidence de plusieurs membres du réseau étaient liés à des entreprises établies à Dubai. Le dernier visa de Christy Kinahan était notamment associé à une société de conseil en management dénommée « OSA Management Consultancies DWC LLC », située à la même adresse qu'une autre société liée au réseau criminel, selon

l'enquête. Bellingcat indique également que cette société et une entreprise liée au réseau partageaient certaines informations d'enregistrement, notamment une adresse et un numéro de licence. Le quotidien irlandais The Irish Times apporte un élément supplémentaire concernant les liens de Christy Kinahan avec Dubai, indiquant que l'émirat lui servait de base depuis plus d'une décennie. Son fils Christopher Kinahan Jr y vit toujours ouvertement et fait l'objet d'une enquête de la police irlandaise. Le journal précise également que le visa de Christy Kinahan a été annulé le 31 août et qu'il doit quitter Dubai au plus tard le 29 septembre. Les raisons précises de cette annulation restent inconnues. Cette situation ne se limite pas aux enquêtes d'investigation, puisqu'une récente affaire judiciaire en Inde fait apparaître une autre trajectoire de fonds liés à la criminalité. Le quotidien indien Times of India a rapporté lundi que la Direction de l'application des lois (ED) avait déposé une plainte judiciaire supplémentaire contre cinq personnes dans une affaire liée au trafic de drogue et au blanchiment d'argent. Selon le

journal, cette procédure s'inscrit dans le prolongement d'une enquête plus large sur un réseau de trafic de stupéfiants et de blanchiment d'argent. Selon les éléments rapportés par le quotidien, une partie des revenus de ce groupe criminel aurait transité par des circuits bancaires vers Dubai, avant d'être convertie en cryptomonnaie de type USDT et utilisée ultérieurement pour l'achat de stupéfiants sur le « dark web ». Ces différents éléments font ainsi apparaître Dubai dans plusieurs dossiers liés à la criminalité organisée, de la résidence de dirigeants du réseau « Kinahan » et des entreprises qui leur sont associées au transfert de revenus issus du trafic de drogue vers Dubai, puis à leur conversion en cryptomonnaie. Ils soulèvent ainsi des interrogations croissantes sur l'utilisation du territoire émirati comme étape dans la circulation de fonds liés à la criminalité transfrontalière. Il convient toutefois de distinguer les différents dossiers : les enquêtes citées portent sur des affaires et des réseaux distincts et ne permettent pas, à elles seules, d'établir l'existence d'un lien entre ces différentes affaires.

Y. R.

LUTTE CONTRE LE CANCER

Mise en place imminente d'un Comité multisectoriel

« Pour concrétiser la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer à l'horizon 2035, un Comité multisectoriel, réunissant 14 ministères sera mis en place auprès du Premier ministre », a révélé hier Adda Bounedjar, président de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer.

PAR MERIEM KACI

Les travaux de la 2e édition du congrès international du patient atteint de cancer ont débuté hier à Alger, avec la participation d'instances, d'organisations, de médecins, de spécialistes et d'associations représentant 12 pays.

A cette occasion, le président de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, Adda Bounedjar, a confirmé qu'à l'étape actuelle, la priorité est à la mise en œuvre et du suivi de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer à l'horizon 2035. « Il est temps de passer de la réflexion et de la stratégie à l'exécution de cette stratégie », a dit M. Bounedjar dans son allocution d'ouverture.

Il a, à cet égard, annoncé l'installation imminente d'un comité intersectoriel auprès du Premier ministre afin de veiller à la concrétisation de cette stratégie nationale. Cette instance réunira plus de 14 secteurs notamment la Santé, l'Industrie pharmaceutique, le Travail, l'Intérieur, les Finances et la Solidarité nationale, aux côtés d'organismes spécialisés comme l'Agence nationale de sécurité sanitaire, pour assurer le pilotage et le suivi rigoureux de sa mise en œuvre.

Des comités sectoriels seront créés au niveau des départements concernés — à l'instar de ce qui a été fait au ministère de la Santé — pour suivre l'exécution des axes de la stratégie, soulignant que l'objectif ultime de ces efforts est d'assurer de meilleures prestations au patient algérien et d'améliorer son parcours de soins.

Il a affirmé que le thème de l'édition actuelle du congrès international, « Le patient au cœur des préoccupations », constitue un principe fondamental sur lequel doivent reposer l'ensemble des politiques, stratégies et décisions relatives à la prévention, à la lutte contre le cancer et à la prise en charge des malades.

Pour lui, le problème n'est pas celui de chiffre ou de cas enregistrés. « Personne ne peut arrêter l'évolution et la progression du nombre de cancers, soit à l'échelle nationale ou à l'échelle inter-



nationale. Pour preuve, l'OMS prévoit une augmentation de plus de 50 % d'ici 2040. Mais à court et à moyen terme, « l'enjeu est de réduire la mortalité de 2 % ; ce qui est faisable », estime M. Bounedjar.

Cela peut se concrétiser à travers, le dépistage, le diagnostic précoce et l'accès et amélioration du parcours de traitement.

Il a en outre, précisé que les recommandations de la rencontre nationale, organisée février dernier en collaboration avec la Fédération nationale des associations de patients atteints de cancer ont été transmises au président de la République, qui les a approuvées et a chargé la Commission d'en suivre l'exécution en coordination avec les secteurs ministériels concernés. Il a également fait part de la saisine des différents départements ministériels afin d'œuvrer à la concrétisation de ces recommandations.

M. Bounedjar a révélé par ailleurs, que le ministère de l'Intérieur a, de son côté, adressé des instructions à l'ensemble des walis pour former des commissions au niveau local, incluant des représentants d'associations et de patients atteints de cancer, dans le but d'améliorer le parcours du malade et de prendre en charge ses préoccupations.

Il y a lieu de préciser que cet événement de deux jours est placé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et organisé par la Fédération algérienne des associations de patients atteints de cancer (FAAPAC), en coordination avec le ministère de la Santé, sous le slogan « Pour une approche nationale globale et une synergie au service du patient », ce congrès constitue une plateforme de prospective, d'évaluation, d'échange de vues et de planification stratégique.

Mise en place d'un couloir vert au niveau de l'ANPP

L'industrie pharmaceutique nationale a franchi un cap décisif grâce à l'essor de la production locale, a souligné pour sa part le ministre Ouacim Kouidri. L'Algérie compte désormais 250 établissements pharmaceutiques dotés de capacités de production majeures, permettant de couvrir 82 % des besoins nationaux en médicaments. La fabrication de traitements anticancéreux a fait l'objet d'une attention toute particulière, en raison de son impact direct sur la rapidité de prise en charge des patients et le renforcement de la souveraineté sanitaire du pays. À ce jour, le secteur recense onze (11)

producteurs spécialisés dans ces pathologies, parmi lesquels figure le groupe public SAIDAL. Il a fait savoir que plusieurs projets stratégiques sont également en cours de concrétisation, notamment une unité dédiée à la fabrication de matières premières destinées aux médicaments anticancéreux. Le nombre de médicaments anticancéreux issus de la production locale atteint 172 produits. Pour la première fois, le pays assure 100 % de la couverture pour l'ensemble des formes sèches de ces traitements. Une performance que renvoie le ministre à la dynamique industrielle impulsée par le renforcement des productions prioritaires. Cette avancée permet à l'Algérie de réduire progressivement sa dépendance vis-à-vis des importations d'oncologie pour s'appuyer sur la montée en puissance de ses propres capacités nationales.

Afin de soutenir cet élan, des instructions ont été données à l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) pour mettre en place un « couloir vert ». Ce dispositif vise à accélérer l'homologation et l'enregistrement des traitements anticancéreux, en accordant la priorité aux médicaments produits localement à forte valeur ajoutée, tant sur le plan thérapeutique qu'économique, a-t-il conclu. ■

Acquisition de médicaments anticancéreux : 40 milliards supplémentaires alloués au Fonds national

Le ministère de la Santé a révélé une tendance à la hausse des cas de cancer enregistré en Algérie. Dans son allocution prononcée à l'occasion du 2ème congrès international du patient atteint de cancer, le ministre de la Santé a souligné que le réseau national des registres du cancer a enregistré plus de 56 000 nouveaux cas en 2023, soit une augmentation de plus de 34 % en moins de dix ans, affirmant que l'objectif réside dans la garantie de l'accès du patient au traitement au moment opportun, avec la qualité requise, et dans l'assurance de la continuité de son parcours thérapeutique.

En matière de renforcement de la prise en charge, le ministre de la Santé a indiqué que l'Algérie dispose aujourd'hui de 15 centres de lutte contre le cancer, de 24 centres de radiothérapie et de 61 accélérateurs linéaires, signalant l'engagement du renforcement du réseau de radiothérapie à travers l'ouverture de 25 nouveaux services et l'acquisition de 16 accélérateurs linéaires à l'horizon 2028.

Sur le plan thérapeutique, le ministre a fait part de l'introduction de 52 traitements innovants au sein de l'arsenal thérapeutique national afin d'élargir les options disponibles, notamment dans le

domaine des thérapies ciblées et de l'immunothérapie, tout en annonçant la mise en service du scanner par émission de positons « PET Scan » à Tizi Ouzou avant la fin de l'année, après son redéploiement au sein d'une structure sanitaire plus adaptée pour garantir son exploitation efficace.

Dans ce cadre, plus de 73 milliards de dinars ont été alloués au Fonds de lutte contre le cancer. « Au cours de 2026, 40 milliards de dinars supplémentaires ont été alloués à ce Fonds pour la prise en charge des médicaments anticancéreux ». Le ministre a également abordé le processus de numérisation,

affirmant la poursuite de la généralisation du dossier médical électronique pour permettre un recensement précis du nombre de personnes atteintes de cancer et une définition exacte des besoins, en plus de la numérisation des rendez-vous et des parcours des patients, y compris les rendez-vous de radiothérapie, afin de réduire les délais d'attente, d'améliorer la coordination et de fournir l'information en temps opportun. Enfin, le premier responsable du secteur a évoqué la création d'une commission intersectorielle de coordination en matière de prévention au niveau des services du Premier ministre.

Rentrée universitaire Une nouvelle année sous le signe du renouveau et de l'innovation

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé, hier à Jijel, en présence des autorités locales, de la communauté universitaire, d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants, la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année universitaire (2026-2027), placée sous le signe du renouveau, de l'innovation et de la construction de l'avenir. La présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique à l'université de Jijel traduit un message de solidarité, de soutien et de proximité à l'égard des habitants de la wilaya.

M. Baddari a également indiqué que l'année universitaire 2026-2027 sera placée sous le signe de la poursuite de la généralisation de la numérisation et du développement des services universitaires et pédagogiques, afin de «se rapprocher de l'étudiant, de simplifier les procédures et d'améliorer la qualité de l'accompagnement». Abordant la question de l'intelligence artificielle, il a souligné qu'elle constituait «l'un des nouveaux axes de développement de l'université algérienne», tant dans les domaines de la formation, de la recherche scientifique et de l'orientation que dans l'amélioration des performances de l'administration et des services, en cohérence avec la stratégie nationale en la matière.

Par ailleurs, le ministre a insisté également sur la nécessité de «renforcer l'ouverture de l'université sur son environnement économique et social et de faire de la connaissance et de la recherche scientifique des leviers au service du développement local et national», soulignant, à cet égard, l'importance particulière de l'université de Jijel, appelée à contribuer à la valorisation des spécificités et des ressources de la région, tout en rapprochant la formation et la recherche scientifique des besoins de son environnement. Il a ainsi mis en avant son rôle en tant qu'acteur du développement et de la création de valeur ajoutée.

M. K.

ALGÉRIE-NORVÈGE

Vers le renforcement des partenariats entre les communautés d'affaires

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et la Chambre de commerce d'Oslo ont examiné les perspectives de renforcement de leur coopération économique et commerciale, avec notamment l'objectif d'aboutir à la signature d'un mémorandum d'entente entre les deux institutions.



FATIHA A.

Une réunion de travail s'est tenue, par visioconférence entre la Chambre algérienne de commerce et d'industrie et la Chambre de commerce d'Oslo, en présence du président de la CACI, M. Tayeb Chaib, du président de la Chambre de commerce et d'industrie de la wilaya de Boumerdès, M. Rabah Charaf, ainsi que du directeur de la coopération internationale et du partenariat, M. Boualem Traffi» a indiqué, hier, la CACI dans un communiqué.

La rencontre a également enregistré la participation de l'ambassadrice d'Algérie auprès du Royaume de Norvège, tandis que plusieurs responsables de la Chambre de commerce d'Oslo ont pris part aux échanges du côté norvégien.

Cette rencontre a été consacrée à l'examen des moyens susceptibles de donner une nouvelle impulsion aux relations économiques et commerciales entre l'Algérie et la Norvège, notamment à travers le

renforcement des liens entre les opérateurs économiques et les communautés d'affaires des deux pays. Au centre des discussions figurait notamment le processus d'élaboration et de conclusion d'un mémorandum d'entente entre les deux chambres de commerce. Les participants ont souligné l'importance de cet accord, appelé à constituer un cadre institutionnel pour faciliter les échanges, favoriser le rapprochement entre les entreprises et identifier de nouvelles opportunités de coopération et de partenariat.

Les deux parties ont également abordé les préparatifs de la manifestation « Algeria Day », prévue le 7 octobre 2026 à Oslo, qui devrait constituer une plateforme de présentation des potentialités économiques et des opportunités d'investissement offertes par l'Algérie auprès des opérateurs et investisseurs norvégiens.

Cette manifestation sera également l'occasion de promouvoir les possibilités de partenariat dans plusieurs domaines d'intérêt commun, notamment l'énergie et l'agriculture, ainsi que dans d'autres secteurs susceptibles de bénéficier d'un rapprochement

accru entre les entreprises algériennes et norvégiennes. Dans ce cadre, les deux parties sont convenues de poursuivre leur coordination autour du projet de mémorandum d'entente. La Chambre de commerce d'Oslo procédera à l'examen du document proposé par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie avant de transmettre ses observations et propositions à la partie algérienne. Cette démarche doit permettre de parvenir à une version définitive de l'accord et d'ouvrir la voie à sa signature à l'occasion de la tenue de l'« Algeria Day ». Au-delà de cet accord, les participants ont insisté sur la nécessité de maintenir une dynamique de coopération durable entre les deux institutions, notamment à travers l'organisation de rencontres économiques, de missions d'affaires et de visites professionnelles réciproques.

Le renforcement de ces échanges devrait ainsi contribuer à rapprocher davantage les opérateurs économiques algériens et norvégiens, à favoriser l'identification de projets communs et à élargir les perspectives de partenariat dans des secteurs présentant un intérêt pour les deux économies.

Exportations de ciment

L'Algérie vise le renforcement de sa présence en Afrique

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé, lundi, une réunion avec les producteurs de ciment, consacrée à l'évaluation du bilan des opérations d'exportation durant le premier semestre 2026 et à l'examen des perspectives de renforcement de la présence du ciment algérien sur les marchés internationaux, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre, tenue au siège du ministère, s'inscrit dans le cadre du suivi périodique des performances des différentes filières disposant de capacités d'exportation et de l'accompagnement des opérateurs économiques dans le renforcement de la présence des produits algériens sur les marchés extérieurs, rapporte l'APS.

A cette occasion, M. Rezig a souligné la nécessité de renforcer la présence du produit national sur les marchés des pays africains, qu'il a qualifiés de « promoteurs », compte tenu des avantages compétitifs dont bénéficie la filière du ciment, notamment en termes de qualité des produits et de capacités de production, ajoute le communiqué.

Le ministre a également appelé à élargir la présence du ciment algérien sur les marchés extérieurs et à ouvrir de nouvelles destinations à l'exportation, notamment en Asie, en Amérique et dans les Caraïbes, afin d'ouvrir de nouvelles perspectives aux exportations nationales, conclut le communiqué.

R.E.

Industrie

Création d'une commission conjointe pour renforcer l'intégration des startups

Les secteurs de l'Industrie et de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises ont convenu, lundi, de mettre en place une commission conjointe chargée de renforcer la coordination et de développer les mécanismes de coopération, notamment à travers une meilleure intégration des micro-entreprises et des startups dans le tissu industriel et économique national.

Cet accord est intervenu lors d'une réunion de travail présidée par le ministre de l'Industrie, M. Farid Kortel, conjointement avec le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Nouredine Ouadah, au siège du ministère de l'Industrie, en présence de cadres des deux secteurs, indique un communiqué du ministère.

La rencontre a été consacrée à l'examen des mécanismes d'accompagnement et d'autonomisation des micro-entreprises et des startups, ainsi qu'au renforcement de leur intégration dans le tissu industriel et économique. L'objectif est de favoriser le développement de leurs projets et leur évolution vers des entreprises capables de créer de la valeur ajoutée et de répondre aux besoins de l'économie nationale.

Les discussions ont également porté sur les moyens de promouvoir l'économie de la connaissance et l'innovation, tout en encourageant le développement de solutions et de technologies destinées au secteur industriel.

Les deux parties ont, par ailleurs, abordé la question du soutien à l'entrepreneuriat dans le milieu universitaire, à travers l'encouragement des étudiants ainsi que des porteurs d'idées et de projets innovants à transformer leurs initiatives en projets économiques concrets, susceptibles d'être développés et valorisés.

R.E.

PROJETS D'INFRASTRUCTURES DANS LE SUD ET AUX FRONTIÈRES

Djellaoui mise sur l'accélération des travaux et le renforcement du suivi

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, lundi à Alger, une réunion de coordination consacrée à la présentation du bilan de l'avancement des projets de travaux publics, notamment dans les régions du Sud et les zones frontalières, au cours de laquelle il a souligné la nécessité de coordonner les efforts de l'ensemble des intervenants afin de lever les contraintes sur le terrain, d'accélérer le rythme de réalisation et d'améliorer la performance des projets, indique un communiqué du ministère, selon l'APS.

Lors de cette réunion, tenue en présence des cadres centraux du ministère et de représentants du ministère de la Défense nationale, ainsi que des directeurs des travaux publics des wilayas du Sud et frontalières, des exposés détaillés ont été présentés sur l'état des projets en cours de réalisation, mettant en lumière l'avancement des travaux, les principales contraintes rencontrées sur le terrain, ainsi que les

propositions et mesures à même d'accélérer le rythme de réalisation et d'améliorer la performance. A cette occasion, l'accent a été mis sur les progrès dans la réalisation et l'importance de poursuivre la mobilisation de tous les moyens afin d'accélérer le rythme des travaux pour les parachever dans les délais impartis, ajoute le communiqué.

Dans ce cadre, le ministre a donné une série d'instructions et de directives portant notamment sur la nécessité de réduire les délais et de travailler conformément à un échéancier précis, de poursuivre le suivi des projets et de prendre les mesures correctives nécessaires en cas de retard ou de dysfonctionnements, dans le respect des normes en vigueur.

M. Djellaoui a insisté également sur la nécessité d'accélérer la réalisation des études relatives aux futurs projets et à ceux en cours de préparation, afin de permettre le lancement de leur réalisation dans les meilleurs délais.

Il a souligné, à cette occasion, l'importance de ren-

forcer la coordination entre les différents intervenants, de poursuivre le travail des commissions techniques relevant des structures centrales du ministère, tout en intensifiant le suivi et les visites de terrain pour s'enquérir de l'état d'avancement des projets, et d'accompagner les entreprises de réalisation durant les différentes phases du projet, en coordination avec les autorités locales, du lancement jusqu'à la réception, de manière à lever les contraintes, à accélérer le rythme de réalisation et à améliorer la performance des projets.

Au terme de la réunion, le ministre a relevé l'importance stratégique des projets de travaux publics dans les régions du Sud et frontalières dans le renforcement des liaisons entre les différentes régions du pays et la garantie d'un développement équilibré, contribuant ainsi à améliorer le cadre de vie des citoyens et à soutenir la dynamique économique et sociale du pays, conclut le communiqué du ministère.

R.E.

ENTREPRISE PORTUAIRE D'ALGER

Une **amélioration** des performances portuaires en juillet

Trafic maritime, marchandises, conteneurs et délais d'attente : les indicateurs de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL) font ressortir une évolution contrastée de l'activité en juillet 2026, marquée notamment par une progression du nombre de navires accueillis et une nette amélioration des délais d'attente en rade.



FATIHA A.

L'activité de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL) a enregistré plusieurs évolutions significatives au cours du mois de juillet 2026, avec notamment une hausse du nombre de navires accueillis et une amélioration sensible des conditions d'exploitation portuaire. C'est ce qui ressort du dernier bilan de l'EPAL rendu public hier. Selon les données relatives à l'activité portuaire, 199 navires sont entrés au port durant le mois de juillet 2026, contre un nombre inférieur à la même période de l'année précédente, soit une progression de 13,71 %. Cette évolution est principalement portée par les navires opérants, dont le nombre a atteint 158 unités, en hausse de 12 navires par rapport aux 146 unités enregistrées en juillet 2025. Le trafic global de marchandises traité par l'EPAL s'est, pour sa part, établi à 783.291 tonnes en juillet 2026, contre 799.404 tonnes un an auparavant, enregistrant ainsi un recul de 2,02 %. Cette baisse s'explique essentiellement par la contraction du trafic des hydrocarbures, qui a diminué de 25,59 %, tandis que le trafic hors hydrocarbures a progressé de 12,44 %. Dans le détail, le trafic débarqué a connu

une évolution positive, atteignant 704.316 tonnes, contre 649.525 tonnes en juillet 2025, soit une hausse de 8,44 %. Cette progression est notamment soutenue par le trafic hors hydrocarbures, en hausse de 20,40 %, malgré une baisse de 11,80 % du trafic des produits pétroliers. À l'inverse, le trafic embarqué a enregistré une baisse importante de 47,31 %, passant de 149.880 tonnes en juillet 2025 à 78.976 tonnes en juillet 2026. Cette diminution concerne à la fois les hydrocarbures, dont le trafic embarqué a reculé de 78,79 %, et les produits hors hydrocarbures, en baisse de 24,74 %. Le trafic des passagers a également enregistré un recul durant la période considérée. 77.211 passagers ont transité par le port d'Alger en juillet 2026, contre 91.704 passagers au même mois de 2025, soit une diminution de 15,80 %. Le trafic des véhicules a suivi une tendance similaire, avec 27.243 véhicules traités en juillet 2026, contre 32.593 un an auparavant, correspondant à une baisse de 16,41 %. L'activité conteneurisée affiche, elle aussi, une légère diminution. Le trafic des conteneurs a atteint 35.627 EVP en juillet 2026, contre 36.044 EVP durant la même période de 2025, soit une baisse limitée à 1,16 %. Cette évolution recouvre toutefois des tendances différentes

selon les opérations. Les conteneurs pleins débarqués ont progressé de 9,64 %, passant de 17.220 à 18.880 EVP, tandis que les conteneurs pleins embarqués ont reculé de 30,56 %, à 1.445 EVP. De leur côté, les conteneurs vides en retour ont diminué de 8,61 %, pour atteindre 15.302 EVP, contre 16.743 EVP en juillet 2025. En termes de tonnage, le trafic global des conteneurs a, en revanche, enregistré une progression de 6,71 %, avec 272.936 tonnes traitées en juillet 2026, contre 255.764 tonnes au même mois de l'année précédente. L'un des principaux indicateurs positifs concerne les rendements portuaires, notamment la durée moyenne d'attente en rade. Celle-ci a fortement diminué, passant de 1,81 jour en juillet 2025 à seulement 0,81 jour en juillet 2026, soit une réduction d'un jour. Cette amélioration concerne l'ensemble des navires et se révèle particulièrement sensible pour les porte-conteneurs et les vraquiers. Le séjour à quai s'est également inscrit dans cette tendance favorable, s'établissant à 2,83 jours, contre 3,43 jours en juillet 2025, soit une réduction de 0,60 jour. La diminution du temps d'escale bénéficie notamment aux navires cargos, pour lesquels le recul atteint 4,12 jours, ainsi qu'aux porte-conteneurs.

Infrastructure énergétique

L'Algérie au 5e rang arabe pour le développement des oléoducs

L'Algérie occupe la cinquième place dans le monde arabe en matière de développement des réseaux d'oléoducs, avec un total de 657 kilomètres de projets, dont 217 km de projets proposés et 440 km actuellement en construction, selon des données récentes relayées par l'Unité de recherche énergétique, sur la base de données de Global Energy Monitor, à fin juin 2026. Selon ces données, l'Irak arrive en tête du classement arabe avec près de 1.720 km de projets d'oléoducs, suivi de l'Arabie saoudite avec 1.239 km, du Sultanat d'Oman avec 769 km et de la Libye avec 700 km. L'Algérie se classe ainsi en cinquième position, devant la Jordanie, la Syrie, l'Égypte, le Koweït et le Soudan. À l'échelle du monde arabe, la longueur totale des oléoducs proposés ou en construction atteint environ 6.700 km. À l'échelle mondiale, les projets d'oléoducs en cours de développement représentent quelque 32.400 km, dont près de 20.000 km de projets proposés et environ 12.000 km en construction. Pour l'Algérie, les projets recensés comprennent donc 217 km d'oléoducs proposés et 440 km en cours de réalisation, tandis que le réseau d'oléoducs actuellement opérationnel s'étend sur environ 5.407 km. L'Irak occupe la première place arabe avec un total de 1.720 km d'oléoducs proposés ou en construction, répartis entre 854 km de projets proposés et 865 km en construction. Son réseau opérationnel s'étend, pour sa part, sur environ 7.082 km. L'Arabie saoudite arrive en deuxième position avec 1.239 km de projets, dont 1.153 km proposés et 86 km en construction, en plus d'un réseau opérationnel d'environ 5.944 km. Parmi ses principales infrastructures figure l'oléoduc Est-Ouest, qui assure le transport du pétrole depuis la région orientale vers Yanbu, sur la mer Rouge, avec une capacité pouvant atteindre 7 millions de barils par jour. Le Sultanat d'Oman se classe troisième dans le monde arabe, avec 769 km de projets proposés. Parmi les projets les plus importants figure l'oléoduc de Ras Markaz, destiné à relier les champs pétroliers de l'intérieur du pays aux installations de stockage et d'exportation de la zone de Duqm, avec une capacité envisagée de 700.000 barils par jour. La Libye occupe la quatrième position avec 700 km d'oléoducs en construction, alors que la longueur de son réseau opérationnel atteint environ 8.895 km. Derrière l'Algérie figurent la Jordanie, avec 625 km, la Syrie avec 443 km, l'Égypte avec 263 km, le Koweït avec 184 km, puis le Soudan avec 80 km de projets d'oléoducs proposés ou en construction.

F.A.

ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE ET TRANSITION DURABLE

L'innovation au cœur de la compétitivité et de la durabilité des entreprises algériennes

Le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouaddah, a souligné, hier à Alger, l'importance de l'innovation dans le renforcement de la compétitivité des entreprises et le soutien à leur durabilité, à travers le développement de solutions, de produits et de modes de fonctionnement prenant en compte les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), selon l'APS. Intervenant à l'ouverture de la première édition du Sommet de l'excellence, de la durabilité et de la responsabilité (ESG2026), M. Ouaddah a affirmé que l'innovation constitue « un facteur essentiel pour renforcer la compétitivité des entreprises et soutenir leur durabilité », notamment à travers la mise au point de solutions, de produits et de méthodes de travail intégrant les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance.

Le ministre a relevé que le recours à l'innovation était de nature à améliorer les performances des entreprises et à leur permettre de mieux accompagner les transformations que connaît l'économie nationale. Dans ce cadre, il a insisté sur la nécessité d'encourager et de financer l'innovation et d'en faire « une partie intégrante des pratiques quotidiennes » des entreprises. Il a également mis en avant le rôle de la gouvernance en tant qu'élément essentiel des critères ESG, soulignant qu'une « bonne gouvernance contribue à renforcer le respect des exigences environnementales et sociales ». M. Ouaddah a, par ailleurs, appelé à l'adoption de « nouveaux modes de financement prenant en compte l'impact environnemental et social », parallèlement au financement de l'innovation et de la recherche scientifique. Cette démarche, a-t-il expliqué, permettrait de passer progressivement de modèles de financement traditionnels,

essentiellement fondés sur la rentabilité économique, à des approches intégrant également l'impact des projets sur la société et l'environnement. Dans ce contexte, le ministre a insisté sur la nécessité de « renforcer la confiance dans les jeunes, les ingénieurs, les étudiants et les diplômés universitaires », tout en encourageant les établissements financiers à développer des mécanismes de financement destinés aux projets à impact. Il a rappelé que l'Algérie œuvre actuellement à soutenir l'innovation, l'entrepreneuriat ainsi que les micro-entreprises et les start-up, tout en renforçant leur interaction avec les institutions financières. De son côté, l'ambassadeur de l'Union européenne en Algérie, Diego Mellado Pascua, a estimé que l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance constituait « un choix stratégique et économique susceptible de renforcer la compétitivité des entreprises et de l'économie algérienne ».

Il a souligné que l'intégration de ces critères dans les politiques publiques et les stratégies des entreprises algériennes était à même de « renforcer leur capacité à accompagner les mutations économiques ». Le diplomate européen a également mis en avant le rôle des critères ESG dans le renforcement du partenariat économique et industriel entre l'Algérie et l'Union européenne. L'adaptation des entreprises algériennes à ces exigences, a-t-il relevé, « contribue à renforcer leur présence au sein des chaînes de valeur et sur les marchés européens et internationaux ». Pour sa part, le directeur général de la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK Algérie), Oliver Blank, a réaffirmé la disponibilité de la Chambre à contribuer à l'accompagnement des entreprises algériennes dans l'adoption des normes de durabilité et des standards internationaux.

R.E.

SPORT À BEJAIA

De nouveaux projets structurants

En 2026, le secteur de la jeunesse et des sports dans la wilaya de Bejaia, a bénéficié d'un programme de réhabilitation de plusieurs structures de la jeunesse, dont l'auberge de jeunesse Mohamed-Boudiaf et la Maison de jeunes, situées à Aokas, le Centre de loisirs scientifiques d'Oued Ghir et le camp de jeunes de Melbou.



Plusieurs projets structurants sont inscrits pour étude et réalisation au profit du secteur de la jeunesse et des sports dans la wilaya de Bejaia, afin de renforcer les capacités d'accueil et de développer la pratique sportive, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de la jeunesse et des sports (DJS). En 2026, le secteur a bénéficié d'un programme de réhabilitation de plusieurs structures de la jeunesse, dont l'auberge de jeunesse Mohamed-Boudiaf et la Maison de jeunes, situées à Aokas, le Centre de loisirs scientifiques d'Oued Ghir et le camp de jeunes de Melbou, ont indiqué les mêmes services. En outre, plusieurs opérations ont été inscrites pour étude dans le cadre de l'exercice 2026, dont les projets de la salle omnisport de 3000 places et de la piscine de

25 mètres de Kherrata, ainsi qu'une piscine de proximité dans la commune de Draâ El Gaid, a-t-on ajouté. Le programme concerne également des opérations de réhabilitation de plusieurs structures sportives, telles que la piscine olympique de Bejaia, l'Office du parc omnisport de la daïra d'Akbou (OPOD), le stade d'athlétisme de Souk El-Tenine, ainsi que la piste d'athlétisme et le terrain de réplique de l'Office du parc omnisport de la wilaya (OPOW) de Bejaia, souligne-t-on. Les services de la DJS ont fait savoir que le secteur compte plusieurs projets en cours de réalisation, comme l'auberge de jeunesse de Tifra, le Complexe sportif de proximité (CSP) d'Ait Sidi Ali, à Barbacha, ainsi que le stade de l'Unité maghrébine, qui fait actuellement l'objet de travaux de réhabilitation et de mise à niveau. D'autres opérations sont en

cours d'étude ou de lancement, notamment le CSP d'Oued Ghir, la piscine de 25 mètres de Seddouk, le centre de regroupement d'Adekar, la piscine de Taourirt Ighil, la salle omnisport de 500 places de Seddouk, le camp de jeunes Akfadou et le CSP de Taourirt Ighil, a-t-on indiqué. La wilaya a bénéficié d'un nouveau stade d'une capacité de 30.000 places, qui sera implanté dans la commune d'El-Kseur. Un exposé portant sur les différents aspects techniques et architecturaux du projet a récemment été présenté lors d'une réunion de coordination présidée par le secrétaire général de la wilaya, chargé de la gestion des affaires de la wilaya, Saïd Yahiaoui, a-t-on souligné. Depuis 2023, une quinzaine de structures sportives et de jeunesse ont été réceptionnées à Bejaia, selon les mêmes services.

ANNEXE DE LENS À SOUK AHRAS

Plus de 300 nouvelles places pédagogiques

Pas moins de 309 nouvelles places pédagogiques sont proposées par l'annexe de l'Ecole normale supérieure relevant de l'Université Mohamed-Cherif Messaâdia de Souk Ahras en prévision de l'année universitaire 2026-2027, a indiqué, dimanche, le responsable en charge de la gestion de cette structure, Abdelkrim Khobzaoui. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que 82 étudiants de l'annexe seront formés

pour le palier primaire, dans les matières de langues arabe, anglaise et française, 99 pour le cycle moyen dans les matières des sciences de la nature et de la vie, des mathématiques, de l'histoire-géographie, des sciences physiques et des langues arabe et française. S'agissant du cycle secondaire, M. Khobzaoui a fait savoir que 128 places pédagogiques sont réservées aux spécialités des langues arabe, anglaise et fran-

çaise, des mathématiques, de l'histoire-géographie, des sciences physiques et des sciences de la nature et de la vie. Ces nouvelles places pédagogiques contribueront à «renforcer l'offre de formation de l'annexe de l'Ecole normale supérieure et à répondre, au moyen de compétences qualifiées, aux besoins des établissements du secteur de l'éducation nationale», a-t-on conclu de même source.

BECHAR

Interdiction de la baignade dans les oueds et étangs

Un dispositif opérationnel visant à prévenir les noyades et à interdire la baignade des enfants dans les oueds et les étangs, en cette période de crues provoquées par les pluies automnales, a été mis en place par la Protection civile (PC) dans plusieurs zones de la wilaya, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale de ce corps. Ce dispositif de sécurité, qui comprend des mesures techniques, réglementaires et de sensibilisation, est déployé par des équipes de la Protection civile, notamment dans les zones concernées des communes de Bechar et de Beni-Ounif, a précisé le chargé de la communication auprès de la même di-

rection, le lieutenant Abou-Bakr Essedik Baali. Ces équipes sensibilisent la population, notamment les enfants, aux risques de noyade dans les oueds et les étangs, ainsi qu'à la nécessité de rester à l'écart des lits de ces cours d'eau, en raison des conditions météorologiques instables et de la montée soudaine du niveau des eaux lors des crues, a-t-il expliqué. Cette opération de prévention et de sensibilisation aux risques liés aux variations météorologiques s'inscrit dans le cadre d'un programme de suivi sur le terrain de la situation induite par les crues à travers la wilaya, initié par la direction locale de la Protection civile, a-t-il ajouté. Ce programme, qui se

poursuivra durant toute la période automnale et hivernale, a pour principal objectif de prévenir les risques de noyade, de protéger les personnes et d'informer la population sur l'importance du respect des consignes de sécurité afin d'éviter tout accident, a-t-il indiqué. En parallèle, des éléments des différentes unités et postes avancés du même corps accompagnent et conseillent les automobilistes empruntant les routes situées à proximité des oueds de la région, dont certains débordements peuvent affecter aussi bien les routes nationales que les chemins de wilaya, a conclu la même source.

Ouargla

140 promus de l'Institut supérieur de formation paramédicale

Cent quarante promus de l'Institut national supérieur de formation paramédicale (INFSSP) ont été affectés pour renforcer les établissements de santé de la wilaya, a indiqué lundi la direction de la Santé de la wilaya. L'opération, qui intervient dans le cadre du processus d'orientation vers les établissements de santé de la wilaya, a concerné les diplômés issus de la promotion sortante de l'année 2026, affectés pour renforcer le secteur dans différentes spécialités paramédicales ainsi que des sage-femmes. A ce propos, le directeur du secteur, Dr Ahmed Sengari, a précisé dans une déclaration accordée à l'APS, que la campagne d'installation dans le corps paramédical a permis de répartir les diplômés sur les différentes structures de santé de la wilaya, selon les besoins recensés. Il a expliqué que la démarche s'inscrit dans le cadre de la coordination entre les secteurs de la santé et de la formation, notamment en adaptant l'offre de formation aux besoins des structures de santé et en déployant les nouveaux diplômés selon les exigences du terrain. Dans le même sillage, le secteur devra également être consolidé par de nouvelles promotions de diplômés de la formation paramédicale avant la fin de l'année en cours, totalisant 300 diplômés dans diverses spécialités, comprenant des aides-soignants, des auxiliaires de puériculture et des assistants dentaires de santé publique. M. Sengari a souligné, en outre, que ces nouvelles promotions sont à même de doter les établissements de santé de la wilaya en ressources humaines qualifiées, de manière à répondre à leurs besoins en compétences et à renforcer leurs capacités à assurer une prise en charge sanitaire optimale, tout en améliorant la qualité des prestations assurées au citoyen.

Sidi Bel-Abbès

Formation pour renforcer les compétences pédagogiques

Une session de formation axée sur «l'approche par compétences» se poursuit à Sidi Bel-Abbès au profit des enseignants et formateurs du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, dans le cadre du programme de perfectionnement et de rehaussement des performances pédagogiques, à-on informé lundi auprès de la direction locale du secteur. Abrité par l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle (INSFP) «Laâdjine Miloud», cette action regroupe deux sessions de formateurs dans le but de moderniser les méthodes d'enseignement et d'adapter les pratiques pédagogiques aux normes actuelles du dispositif national de formation. A ce propos, le directeur local du secteur, Adel Khelili, a précisé que «cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts continus visant à moderniser l'acte pédagogique et à valoriser la ressource humaine», soulignant que l'approche par compétences «permet aux formateurs d'assimiler des mécanismes interactifs novateurs pour convertir les concepts théoriques en savoir-faire pratiques, garantissant ainsi une meilleure qualification des stagiaires et leur intégration dans le tissu économique». Étendue sur une semaine, cette rencontre constitue également un espace d'échange d'expériences de terrain entre professionnels et une opportunité d'adapter les programmes d'enseignement aux exigences du marché du travail et aux dynamiques de développement local, at-on souligné de même source.

INFECTIONS PENDANT LA GROSSESSE

Un risque accru d'autisme et de déficience intellectuelle chez l'enfant

Selon une récente étude, certaines infections survenant pendant la grossesse peuvent perturber le développement du cerveau du fœtus et augmenter le risque de troubles neurologiques ou du développement. Ainsi, les enfants ayant été infectés avant leur naissance présentaient environ trois fois plus de risques d'être diagnostiqués autistes au cours de leur vie et plus de sept fois plus de risques de présenter une déficience intellectuelle que les enfants non infectés.



PAR AMEL B

Certaines infections contractées pendant la grossesse peuvent affecter le développement du cerveau du fœtus et augmenter le risque de troubles neurodéveloppementaux. C'est ce que met en lumière une nouvelle étude suédoise publiée le 21 septembre 2026 dans JAMA Pediatrics. Les chercheurs du Karolinska Institutet ont analysé les données de plus de 3,6 millions de personnes nées en Suède entre 1987 et 2021. Parmi elles, 975 avaient été diagnostiquées à la naissance avec une infection congénitale du groupe TORCH, qui comprend notamment la toxoplasmose, la syphilis, la rubéole, le cytomégalovirus et l'herpès. Les résultats sont marquants. Ainsi, il est révélé que les enfants ayant été infectés avant leur naissance présentaient environ trois fois plus de risques d'être diagnostiqués autistes au cours de leur vie et plus de sept fois plus de risques de présenter une déficience intellectuelle que les enfants non infectés. Pour les formes sévères à profondes de déficience intellectuelle, le risque était encore plus élevé. Les chercheurs restent toutefois prudents : ces résultats montrent une association entre les infections congénitales et ces troubles, mais ne prouvent pas qu'une infection provoque directe-

ment l'autisme ou une déficience intellectuelle. Ces infections restent par ailleurs très rares. Sur les plus de 3,6 millions de personnes étudiées, seules 975 avaient reçu un diagnostic d'infection TORCH à la naissance. Pour mieux vérifier leurs résultats, les chercheurs ont également comparé les enfants infectés avec leurs frères et sœurs non infectés. L'association avec l'autisme et la déficience intellectuelle restait observée. Comment expliquer ce lien ? Certains agents infectieux peuvent traverser le placenta et atteindre le fœtus alors que son cerveau est encore en développement. L'infection elle-même ou la réaction inflammatoire qu'elle provoque pourrait alors perturber certaines étapes du développement neurologique. Parmi les infections étudiées figure la rubéole, dont les conséquences pendant la grossesse sont depuis longtemps connues. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, environ 100 000 enfants naissent chaque année dans le monde avec un syndrome de rubéole congénitale. Lorsque la mère contracte la rubéole au début de la grossesse, le risque de transmission au fœtus peut atteindre 90 %. La maladie peut alors entraîner des troubles auditifs, des problèmes cardiaques ou oculaires et des retards du développement. L'OMS souligne que le risque est particulièrement important lorsque l'infection survient au cours du premier tri-

mestre. La nouvelle étude suggère ainsi que les conséquences de certaines infections congénitales peuvent se manifester bien après la naissance. Les chercheurs ont également observé que les enfants concernés avaient, en moyenne, de moins bons résultats scolaires à l'adolescence, même lorsqu'ils n'avaient pas reçu de diagnostic d'autisme ou de déficience intellectuelle. Selon les chercheurs, ces infections restent rares et représentent une très faible proportion des cas d'autisme dans la population. Mais chez les enfants effectivement touchés, le risque de troubles neurodéveloppementaux apparaît nettement plus élevé. Pour les spécialistes, ces résultats renforcent donc l'importance de la prévention, du dépistage et du suivi des femmes enceintes exposées à une infection. La vaccination contre la rubéole avant la grossesse, lorsqu'elle est indiquée, ainsi que le dépistage de certaines infections peuvent contribuer à réduire les risques. Cette étude ne permet pas d'expliquer l'origine de l'autisme, qui est un trouble complexe impliquant de nombreux facteurs. Elle apporte toutefois un nouvel élément important : lorsqu'une infection congénitale atteint le fœtus, elle peut être associée à un risque plus élevé de troubles du développement plusieurs années plus tard.

A.B

Laghouat

Des salles de classe aménagées pour l'accueil des élèves autistes

Plusieurs établissements scolaires de la wilaya de Laghouat ont mis en place des salles de classe aménagées, alliant un choix chromatique et un agencement spatial étudié pour l'accueil des élèves autistes, scolarisés dans le palier de l'enseignement primaire, à l'occasion de la rentrée scolaire 2026/2027. Entrant dans le cadre de l'amélioration des conditions de scolarité des enfants présentant des troubles du spectre de l'autisme, cet aménagement vise à offrir des espaces d'apprentissage adaptés aux besoins des autistes, en intégrant pleinement la dimension sensorielle et psychologique des enfants, à travers une conception pensée pour leur bien-être, tout en fournissant un cadre scolaire plus apaisant et sécurisant. Naceredine Benlarbi, architecte du plan d'aménagement de ces salles, a expliqué que la conception de ces espaces a pris en considération la spécificité de la frange ciblée, notamment en ce qui concerne l'organisation spatiale des éléments intérieurs, le choix des couleurs, ainsi que la régulation de la luminosité et de la mobilité au sein de la classe afin de créer un environnement paisible et motivant à la fois, permettant à l'enfant de s'adapter, de se concentrer et de bénéficier pleinement du processus d'apprentissage dans des conditions idoines. La directrice de l'école Aïssa Talbi, Bengana Rokia, a souligné, pour sa part, que l'établissement porte un intérêt particulier à la prise en charge des enfants présentant des troubles du spectre de l'autisme, indiquant que l'aménagement de ces salles marque un pas décisif vers la réunion de meilleures conditions de scolarisation à cette frange, à travers un espace adapté à leurs besoins, tout en permettant au staff éducatif d'accompagner les élèves selon les spécificités propres à chaque cas, dans le but de renforcer leur présence et leur participation à la vie scolaire. Elle a précisé que l'encadrement de ces enfants ne se limite point à la mise à disposition d'une salle équipée, il requiert également la synergie des efforts entre les familles, les enseignants, les encadrants et les différents intervenants, afin d'assurer un accompagnement éducatif et humain intégré aidant les enfants à développer leurs capacités et de garantir leur intégration progressive en milieu scolaire. Le wali de Laghouat, Mohamed Benmalek, a souligné la nécessité d'entourer les enfants présentant des troubles du spectre de l'autisme d'un soin particulier, mettant l'accent sur l'importance de leur assurer de bonnes conditions de scolarité avec un accompagnement garantissant leur droit à l'éducation et à l'inclusion, considérant que la prise en charge de cette frange constitue une responsabilité commune, nécessitant l'action conjuguée des différents secteurs et acteurs. Le wali de Laghouat a donné le coup d'envoi de la nouvelle année scolaire 2026/2027 à partir de l'école Aïssa Talbi, située au chef-lieu de la wilaya, dans une ambiance empreinte d'un suivi particulier des conditions d'accueil des élèves et l'inspection des mesures prises pour assurer une rentrée scolaire réussie.

Plus de 270 enfants rejoignent les centres spécialisés à Tissemsilt

Au total, 275 enfants à besoins spécifiques ont rejoint, lundi, les classes des quatre centres et établissements spécialisés de la wilaya de Tissemsilt, afin de poursuivre leur scolarité au titre de la nouvelle année scolaire 2026-2027.

A cette occasion, le directeur de l'Action sociale et de la Solidarité (DASS), Mohamed Boukhal, accompagné de représentants de plusieurs associations œuvrant en faveur de cette catégorie et en présence de parents d'élèves, a donné le coup d'envoi de la nouvelle année scolaire depuis l'Ecole pour enfants à besoins spécifiques souffrant de déficience auditive «Chahid martyr Mohamed Mehri», située dans la commune du chef-lieu de la wilaya. Une leçon inaugurale en langue des signes destinée à cette catégorie a été suivie, sous la supervision d'encadreurs qualifiés de l'équipe pédagogique du secteur. Dans une allocution, M. Boukhal a souligné l'attention accordée par son secteur au contrôle de la qualité des services fournis à cette catégorie au sein des établissements spécialisés, ainsi qu'à l'accompagnement du processus éducatif à travers des sorties sur le terrain dans plusieurs communes de la wilaya, afin de garantir le bon déroulement de la nouvelle année scolaire pour les personnes à besoins spécifiques et d'en faire une étape réussie pour cette frange de la société. Le même responsable a indiqué qu'environ 200 élèves, garçons et filles, à besoins spécifiques, notamment ceux présentant un trouble du spectre de l'autisme léger ou une déficience mentale légère, ont rejoint aujourd'hui, à l'occasion de la rentrée scolaire, 27 classes spéciales réparties dans des établissements éducatifs de 10 communes de la wilaya, à savoir Tissemsilt, Theniet El-Had, Ammari, Ouled-Bessem, Lazharia, Larjem, Khemisti, Layoune, Bordj-Bounâama et Si-di-Slimane.

Le même responsable a précisé que son secteur a distribué, dans le cadre de la prise en charge des personnes aux besoins spécifiques, des cartables contenant toutes les fournitures scolaires nécessaires aux enfants inscrits dans les établissements relevant du secteur de la solidarité de la wilaya.

EL NIÑO

La Californie décrète l'état d'urgence

Le gouverneur de Californie, a déclaré lundi l'état d'urgence face à l'arrivée du phénomène climatique El Nino sur la côte ouest des Etats-Unis, qui s'annonce dévastateur. Selon les prévisions, la région pourrait être touchée par des tempêtes violentes et destructrices, avec un risque de fortes marées susceptibles de provoquer des inondations. « Cette mesure vise à apporter aux collectivités le soutien dont elles ont besoin, à donner aux autorités les moyens d'accomplir leur mission et à rassurer les familles en leur montrant que leur Etat est prêt », a déclaré le gouverneur de Californie, Gavin Newsom. Cette intervention procédurale a par exemple pour but de prévoir du matériel de lutte contre les inondations, comme des sacs de sable et des pompes. Cela permet également à la Garde nationale de Californie de se préparer à monter des opérations de recherche, de sauvetage, d'ingénierie et de logistique, ont fait savoir les autorités. Synonyme de sécheresses, d'inondations et de températures record dans le monde, le phénomène El Nino est une variation naturelle du climat qui revient tous les deux à sept ans.

Il a continué de se renforcer en août et a désormais 75% de chances de devenir le plus puissant jamais enregistré, selon l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA).

ROYAUME-UNI

Des dizaines de vols annulés à cause d'une panne du contrôle aérien

Des dizaines de vols ont été annulés lundi au Royaume-Uni, en raison d'un problème technique du contrôle aérien britannique (NATS), deuxième panne en deux semaines pour cet organisme affecté ces dernières années par plusieurs incidents. Cette panne fait suite à celle des 8 et 9 septembre, quand plus de 2.000 vols et de nombreux retards avaient été enregistrés en raison d'un défaut logiciel, affectant plus de 330.000 passagers. Selon un porte-parole de l'organisme, la nouvelle panne, qui concerne le centre NATS de Prestwick, en Ecosse, « est désormais résolue » et « les aéroports situés au sud de Manchester ne sont globalement pas affectés ». Elle n'a selon lui « aucun lien avec l'incident survenu il ya deux semaines ». D'après le cabinet d'analyse aéronautique Cirium, la panne de lundi est moins importante, avec 227 vols annulés, dont 117 au départ et 110 à l'arrivée du Royaume-Uni à 15H00 GMT, sur un total de plus de 6.000 vols.

Les deux aéroports de Belfast, celui de Glasgow et celui de Southampton sont les plus affectés, avec plus de 10% de vols annulés, les aéroports londoniens étant moins touchés.

SOUDAN

Au moins 10 mineurs morts dans l'effondrement d'une mine d'or

Au moins dix mineurs ont trouvé la mort et 21 autres ont été blessés dans l'effondrement d'une mine d'or au nord du Soudan, près de la frontière avec l'Egypte, quelques jours après un drame similaire qui a fait 82 victimes dans une autre mine. Selon les médias qui citent des survivants, après des opérations de secours réalisées pendant toute la nuit, « dix corps ont été retrouvés dimanche matin et 21 mineurs blessés ont été extraits ». Un autre rescapé a précisé que les mineurs procédaient eux-mêmes au sauvetage, avec le peu d'équipements disponibles. Dans un pays où près de 20 millions de personnes sont désormais confrontées à une insécurité alimentaire aiguë selon l'ONU, beaucoup de jeunes hommes se sont lancés dans une rue dangereuse vers l'or, principalement dans des mines artisanales où les accidents sont fréquents en raison de la précarité des installations et du manque de mesures de sécurité.

ETATS-UNIS

Des centaines de vols annulés aux Etats-Unis à cause d'une panne

Des centaines de vols qui devaient décoller ou atterrir via des aéroports de la côte est des Etats-Unis ont été annulés lundi en raison de la rupture d'une ligne de télécommunications lors de travaux, ont indiqué des responsables américains. Bryan Bedford, administrateur du régulateur américain de l'aviation (FAA), a déclaré à des journalistes qu'une ligne de télécommunications s'était rompue non loin de New York, dans le New Jersey, mettant hors service des systèmes radar et radio essentiels au contrôle du trafic aérien. Vers 19H00 GMT, l'aéroport de Newark, un aéroport clé de la région de New York, comptait 168 vols annulés et 97 retardés, tandis que celui de Philadelphie en comptait 63 annulés et 189 retardés, selon le site spécialisé FlightAware.

EBOLA AU CONGO

L'essai du vaccin Ervebo démarre en Ituri

Selon le dernier bilan des autorités sanitaires congolaises, 7.672 cas confirmés ont été recensés, dont 3.699 décès. Quelque 1.879 patients ont guéri, tandis que 886 personnes restent en isolement ou hospitalisées.



A lors que l'épidémie de maladie à virus Ebola de souche Bundibugyo continue de progresser en République démocratique du Congo (RDC), les premiers volontaires parmi les personnels en première ligne, en Ituri, ont commencé à recevoir le vaccin Ervebo dans le cadre d'un essai clinique, selon la branche africaine de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Au total, quelque 20.000 personnes en Ituri et au Nord-Kivu devraient participer à cette étude destinée à évaluer l'efficacité du vaccin contre le virus Bundibugyo. Ervebo est actuellement le seul vaccin contre Ebola disponible à grande échelle. Son innocuité est bien établie et son utilisation largement éprouvée en RDC. Mais il est homologué contre le virus Ebola de souche Zaïre, et non contre le virus Bundibugyo, responsable de l'épidémie actuelle. A ce jour, aucun vaccin ni traitement spécifique n'est immé-

diatement disponible contre cette souche. Le programme, lancé dans un premier temps à Bunia, en Ituri, cible les professionnels de santé et les autres intervenants de première ligne particulièrement exposés au risque de contamination. Parmi eux, figurent notamment des médecins, des infirmiers et des agents chargés de la désinfection. L'étude, menée par les autorités sanitaires congolaises avec le soutien de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), d'Africa CDC et de Médecins sans frontières (MSF), doit s'étendre sur neuf à douze mois. La vaccination devrait durer environ trois mois, suivis d'au moins six mois de surveillance des participants. « L'objectif est d'approfondir les connaissances sur l'utilisation du vaccin Ervebo contre le virus Bundibugyo tout en contribuant à protéger les personnes les plus exposées », a indiqué l'OMS Afrique sur les réseaux sociaux. L'essai doit permettre de recueillir des

données en conditions réelles sur l'utilisation du vaccin et d'évaluer son efficacité potentielle dans le contexte de l'épidémie actuelle. Quelque 70.000 doses d'Ervebo, provenant du stock mondial de vaccins contre Ebola, ont été mises à la disposition de la RDC en août pour soutenir à la fois la riposte et la recherche. Plus de 3.500 personnes ont déjà été vaccinées dans la province de la Tshopo et plus de 980 dans le Bas-Uele, dans le cadre de l'essai clinique. La RDC fait actuellement face à sa plus importante épidémie de maladie à virus Ebola en termes de mortalité. Déclarée officiellement à la mi-mai après son apparition en Ituri, elle s'est depuis étendue à sept provinces et 63 zones de santé. Selon le dernier bilan des autorités sanitaires congolaises, 7.672 cas confirmés ont été recensés, dont 3.699 décès. Quelque 1.879 patients ont guéri, tandis que 886 personnes restent en isolement ou hospitalisées.

MEXIQUE

Le cyclone Polo classé en ouragan de catégorie 4 au large d'Acapulco

Le cyclone Polo s'est renforcé mardi en ouragan de catégorie 4 sur 5 au large des côtes mexicaines de l'océan Pacifique où se trouve la célèbre station balnéaire d'Acapulco et devrait atteindre la catégorie maximale dans les prochaines heures, a annoncé le centre américain de surveillance des ouragans (NHC). « Polo est un ouragan de catégorie 4 » et « pourrait devenir un ouragan de catégorie 5 potentiellement dévastatrice aujourd'hui (mardi) ou mercredi », a

précisé le NHC dans son dernier bulletin. Pour l'instant, les prévisions écartent la possibilité qu'il touche la terre ferme : il se trouve à 340 kilomètres au sud des côtes de l'Etat de Guerrero où se trouve Acapulco. De fortes pluies sont néanmoins attendues, avec un risque d'inondations, de glissements de terrain, de vents violents et de fortes vagues dans les Etats côtiers. Le service météorologique du Mexique a émis des alertes pour plusieurs Etats bordant l'océan Pacifique comme Jalisco,

Colima, Michoacán et Oaxaca, ainsi que pour Guerrero. Les cours sont par ailleurs suspendus dans certaines régions du Guerrero et du Michoacán. Le bulletin du NHC prévoyait que Polo n'atteindrait la catégorie 3 que mercredi. Mais il s'est rapidement intensifié. A 00H00 (06h00 GMT), les vents soutenus générés par le cyclone ont atteint 215 km/h. La saison des cyclones au Mexique s'étend de mai à novembre et affecte chaque année les côtes du Pacifique comme celles de l'Atlantique.

TYPHON DUJUAN AU JAPON

Quatre morts et des milliers de foyers sans électricité

Au moins quatre personnes sont mortes près de Tokyo et plus de 45.000 foyers sont privés de courant mardi en raison du passage du typhon Dujuan, ont annoncé les autorités nippones et le fournisseur d'électricité Tepco. L'agence météorologique japonaise a levé ou rétrogradé la plupart de ses alertes aux fortes pluies et glissements de terrain, alors que Dujuan continue de s'éloigner mardi de la côte nippone en direction du nord-est. L'Agence de gestion des incendies et des catastrophes a fait savoir que trois personnes étaient mortes dans le département de Chiba, à l'est de Tokyo, et qu'une autre avait perdu la vie dans celui de Kanagawa, également limitrophe de la capitale. Les opérations de recherche se poursuivent, six personnes étant portées disparues après des glissements de terrain, de même source. Dans le département de Chiba, plus de 45 000 foyers sont privés d'électricité mardi après-midi, selon Tepco. Et plus de 460 logements y ont été endommagés, d'après les autorités. Plus de 1,6 million d'habitants de Tokyo et des régions voisines avaient été invités à évacuer lors du passage du typhon, après l'Agence de gestion des incendies et des catastrophes. Plus de 275 vols avaient été supprimés. Des typhons -- des cyclones tropicaux -- frappent souvent le Japon vers la fin de l'été et le début de l'automne. Selon les scientifiques, le réchauffement climatique provoqué par les activités humaines rend les phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents, plus meurtriers et plus destructeurs. Plus tôt en septembre, d'importantes retenues avaient contraint des centaines d'athlètes des Jeux asiatiques organisés par le Japon à évacuer essentiellement leur logement de Nagoya, la ville-hôte, située dans le centre du pays.

EN Les Verts, dans le vif du sujet

L'heure de la rentrée a sonné pour l'équipe nationale algérienne de football. Les Verts ont officiellement lancé leur stage de préparation au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, marquant le coup d'envoi d'une campagne cruciale : les qualifications pour la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2027).



Placée dans le groupe I, la sélection aborde cette double confrontation face à la Zambie (vendredi 25 septembre à Tizi-Ouzou) et au Burundi (mardi 29 septembre) sous le signe du renouveau. Ce rassemblement inaugural est surtout celui du nouveau sélectionneur national, Brahim Hemdani. A 48 ans, l'ancien milieu de terrain des Verts prend les commandes de la barre technique avec une ambition claire : insuffler une dynamique fraîche. Pour l'épauler dans cette mission, Hemdani s'est entouré d'un staff

complémentaire, avec l'arrivée d'Anthar Yahia au poste d'entraîneur adjoint, de Nacerddine Berarma pour veiller sur les gardiens, et de Nacer Daineche en tant que préparateur physique. Dès les premières heures de ce regroupement, les 26 joueurs convoqués ont rallié Sidi Moussa, à l'exception notable de Nabil Bentaleb. Touché avec son club lillois lors de la défaite face à l'OGC Nice (2-1), le milieu de terrain ne pourra être du rendez-vous. Pour le remplacer, le staff a fait appel pour la première fois au jeune talent Adil Bourabaâ (21 ans), sociétaire du Mans FC, offrant ainsi une belle opportunité de s'aguerrir à ce milieu de terrain prometteur. Ce rassemblement ouvre surtout un chapitre inédit, quelques semaines après la séparation à l'amiable entre la Fédération algérienne de football (FAF) et Vladimir Petkovic. Hemdani a immédiatement marqué son territoire en signant une liste profondément remodelée par rapport au groupe aligné lors du Mondial 2026. Des cadres historiques comme Houssem Aouar et Ramiz Zerrouki n'ont ainsi pas été reconduits. De surcroît, la sélection doit composer avec les retraites internationales de deux de ses figures emblématiques : l'ancien capitaine Riyad Mahrez et le défenseur Aïssa Mandi, tournant définitivement une page dorée pour ouvrir la voie à une nouvelle génération.

Destination Tizi-Ouzou et le temple Hocine Aït Ahmed

Après ces premiers réglages au CTN de Sidi Moussa, la sélection nationale pliera bagage ce jeudi pour s'installer à Tizi-Ouzou. Les Verts y prendront leurs quartiers et effectueront, comme le veut la tradition, leur ultime séance d'entraînement la veille du match sur la pelouse principale du magnifique stade Hocine Aït Ahmed. Cette enceinte ultramoderne s'apprête à vivre un moment historique en accueillant le premier match officiel de l'EN depuis la Coupe du monde 2026. Toutes les dispositions logistiques et organisationnelles ont été prises pour offrir à l'équipe un cadre optimal, agréable et propice à la performance. C'est donc dans cette arène survoltée que l'Algérie affrontera la Zambie, ce vendredi à 20h00, pour le compte de la première journée des qualifications. S'ensuivra un déplacement périlleux mais ô combien important au Burundi, le mardi 29 septembre à 14h00, pour négocier la deuxième levée de ce groupe I. Enfin, pour clore cette séquence automnale, le programme prévoit une rencontre amicale de prestige face au Niger, le 6 octobre prochain à Tizi-Ouzou (20h30). Un galop d'essai idéal pour permettre au nouveau staff d'affiner ses automatismes, d'élargir ses évaluations et de bâtir les fondations d'une équipe conquérante.

H.M.

Luca Zidane encore décisif mais...

Absent du rassemblement de l'équipe nationale pour cause de suspension, Luca Zidane n'en reste pas moins le gardien numéro 1 de l'Algérie, jusqu'à nouvel ordre. Intéressant depuis cet été et son transfert à Leganes avec notamment trois clean-sheet pour ses trois premiers matchs, il a encaissé deux buts hier face à Grenade, après en avoir déjà ramassé deux dans ses filets une semaine avant face à Tene-rife. Pour la réception des ses ex-coéquipiers, Zidane et les siens ont démarré vite en marquant deux buts dans les sept premières minutes de jeu, avant que les visiteurs ne réduisent la marque à la 16e. Sur un centre prolongé par un joueur de Leganes, le latéral adverse se retrouve en position pour une reprise de volée sur laquelle le gardien Algérien sort et tente de détourner mais ça termine dans les pieds de Miguel qui marque contre son camp. Moins de dix minutes plus tard, Zidane réalise une parade décisive en sortant comme un gardien de Handball devant l'avant centre de Grenade seul face à lui avant qu'un autre joueur ne trouve son poteau gauche. En début de deuxième période, le même avant-centre Alejandro Marqués réussit à tromper Zidane de la tête et cette fois-ci l'intervention de l'Algérien est plus discutable (51e) comme souvent sur les sorties aériennes. Après avoir été sauvé par sa transversale, Luca va réaliser une deuxième parade décisive à la 82e en fermant son angle après une percée de Rodelas. Finalement Leganes va marquer un troisième but pour s'imposer 3-2.

25e Championnat d'Afrique des nations de Volley-ball

L'EN dispose de l'Egypte et file en demis

La sélection algérienne de volley-ball (messieurs), s'est qualifiée pour les demi-finales du Championnat d'Afrique des nations CAN-2026, en battant l'Egypte, tenant du titre, au tie-break 3 sets à 2 (25-17, 20-25, 19-25, 25-23, 15-13), lundi au Palais des sports d'El-Menzah à Tunis. Il s'agit d'un remake de la finale de la précédente édition, remportée en 2023 au Caire par l'Egypte face à l'Algérie (3 sets à 1). Le Six national sera opposé en demi-finale, prévue mercredi à 21h00, au Cameroun, qualifiée aux dépens du Ghana (25-21, 19-25, 23-25, 25-23, 16-14). Versé dans le groupe C à trois équipes, le Six national a bouclé la phase de poules avec un bilan d'une victoire devant le Tchad (3-0) et une défaite au tie-break face au Nigeria (2-3). Initialement programmée à Kinshasa, la 25e édition du Championnat d'Afrique des nations a été délocalisée à Tunis par la Confédération africaine de volley-ball (CAVB), en raison des inquiétudes liées à la situation sanitaire en République démocratique du Congo, notamment l'épidémie d'Ebola. Au-delà du titre continental, la compétition revêt un enjeu majeur : le champion d'Afrique décrochera directement son billet pour les Jeux olympiques de Los Angeles-2028, alors que les trois premières sélections au classement final qualifiées seront pour le Championnat du monde-2027.

Ligue 2 (Centre-Est) 2e journée

JSA- JSMS reprogrammé au 27 septembre

La rencontre entre la JS Azazga et la JSM Skikda, comptant pour la 2e journée du championnat de Ligue 2 amateur de football (groupe Centre-Est), a

été décalée de 24 heures, soit au dimanche 27 septembre, a indiqué la Ligue nationale de football amateur (LNFA), lundi dans un communiqué. Initialement programmée le samedi 26 septembre, la rencontre se déroulera finalement au stade d'Azazga, à partir de 16h00, en présence du public. La JSM Skikda abordera ce rendez-vous avec le plein de confiance après avoir réussi ses débuts en championnat. Le club s'est imposé à domicile face à l'autre promu, l'IRB Nezla (2-0), lors de la première

journée, signant ainsi une entrée en matière réussie après son accession en Ligue 2 amateur. De son côté, la JS Azazga, a également promu cette saison, a obtenu un précieux point à l'extérieur en allant tenir en échec le CA Batna (2-2), lors de la journée inaugurale. Au classement, la JS Azazga compte ainsi un point, contre trois pour la JS Skikda, avant leur confrontation de la deuxième journée.

U17 (B)

Ziani convoque 25 joueurs pour joutes amicales face à la Tunisie

Le sélectionneur national des U17 (B), Karim Ziani, a convoqué un effectif de 25 joueurs, dont 13 évoluant à l'étranger, en prévision de la double confrontation amicale contre la Tunisie, prévue les 24 et 27 septembre courant, a annoncé lundi la Fédération algérienne de football (FAF). Des joutes qui s'inscrivent dans le programme préparatoire des jeunes «Verts» en prévision du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), prévu du 9 au 17 novembre 2026 en Tunisie, qualificatif à la CAN 2027 de la catégorie. Une compétition domiciliée à Sousse et Monastir, et qui drainera la participation de cinq nations nord-africaines, à savoir : Algérie, Libye,

Egypte, Maroc et Tunisie (Pays hôte). A la fin du tournoi, les deux premiers au classement se qualifieront pour la phase finale de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations de la catégorie. Gardiens de but : Lounès Ryan (USM Alger), Mediani Ibrahim (MC Alger) et Rouam Sedik Lahouari (MC Oran) Défenseurs : Fenniche Youcef (ES Sétif), Louadj Samuel Adam (FC Metz), Domaz Iyad (Paradou AC), Mouhous-Baccini Noa Salah (RC Strasbourg), Arrar Naim (Montpellier HSC), Tourqui Adam (Red Star FC), Kacem Nessim (AS Nancy-Lorraine) et Djelouat Mohammed El Amine (USM Alger) Milieux de terrain : Abdullah Abdelkader (Para-

dou AC), Mezzouar Réda (MC Oran), Celle-Ghani Emilio (Montpellier HSC), KISSOUM Ben Adam (AS Saint-Etienne), Derouiche Mehdi (CR Belouizdad), Mekkidhim (Paris FC) et Ziane (Clermont-Foot 63) Attaquants : Cherraisa Isaac (LOSC Lille), Fehim Sid Ahmed (CR Belouizdad), Abed Yacine (Paradou AC), Bellagra Daoud (Toulouse FC), Meguenni Mohamed (Olympique Lyonnais), Batli Abderraouf (Stade Brestois 29), Djelaïlia Mohamed Sadek (JS El Biar).



Espagne

Le sélectionneur De la Fuente reconduit

La Fédération espagnole de football (RFEF) a pris la décision sans précédent de sécuriser l'avenir de De la Fuente pour les six prochaines années, récompensant l'entraîneur chevronné pour son succès historique sur la scène internationale.

A la suite d'une réunion à la Ciudad del Fútbol de Las Rozas, l'instance dirigeante a confirmé que le technicien de 65 ans avait accepté un contrat qui courra jusqu'en 2032.

Cette prolongation fait effectivement de De la Fuente le visage du football espagnol pour un avenir prévisible, sur une période qui inclut une Coupe du monde à domicile en 2030, que l'Espagne coorganisera avec le Portugal et le Maroc. Expliquant les raisons de cette décision, la RFEF a publié un communiqué confirmant la portée du nouvel accord. La fédération a indiqué: «Luis de la Fuente prolongera son contrat jusqu'aux deux prochains Championnats d'Europe, en 2028 et 2032, ainsi qu'à la Coupe du monde 2030.»

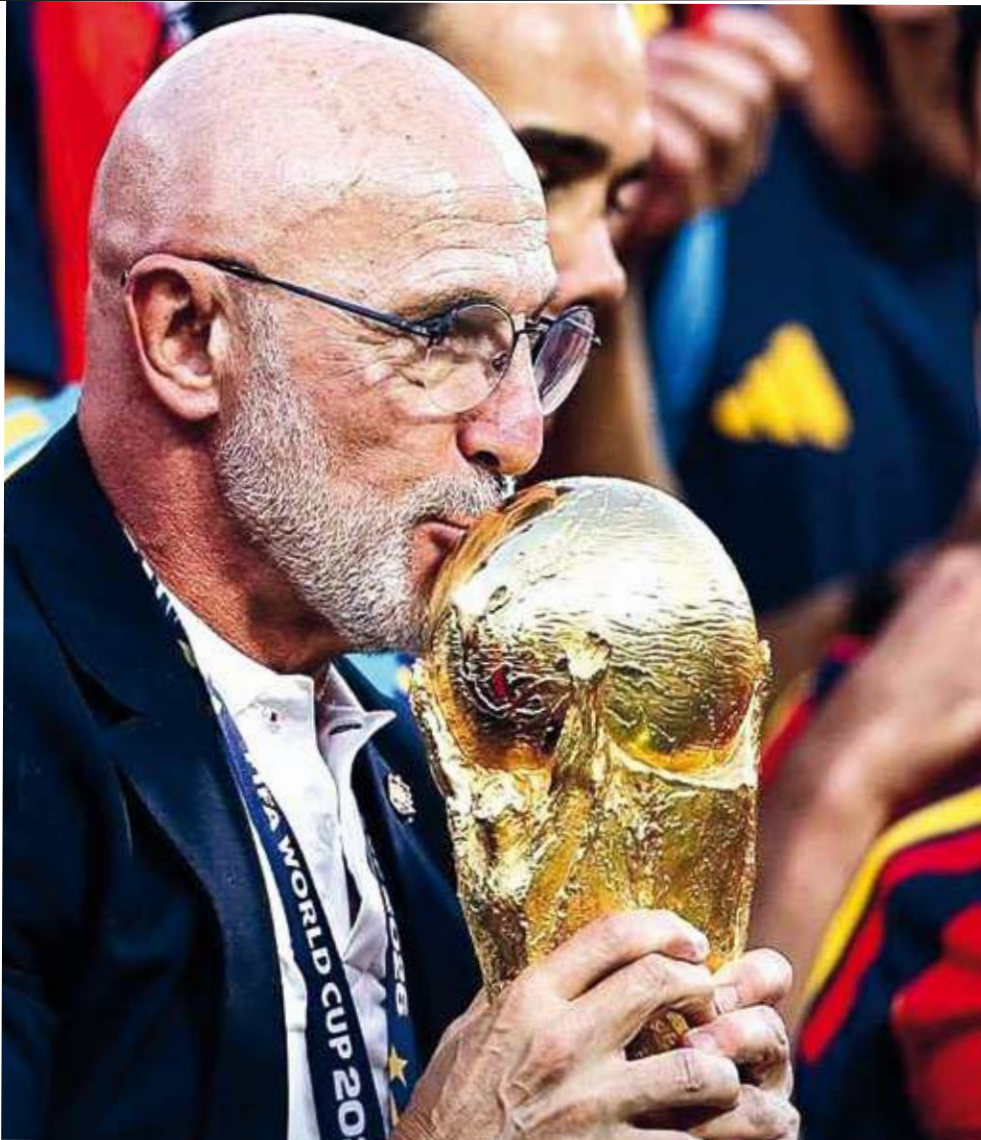
L'ascension de De la Fuente au sommet du football espagnol témoigne de la planification à long terme de la fédération, lui qui a passé une décennie complète au sein des équipes de jeunes avant de prendre les rênes de la sélection A. Sa connaissance approfondie du système de développement a permis une transition fluide des jeunes talents vers l'équipe première, une philosophie désormais récompensée par ce nouveau contrat XXL. Les nouvelles conditions de De la Fuente reflètent son statut d'entraîneur le plus titré de l'histoire de la sélection espagnole, lui qui a remporté tous les trophées majeurs à sa portée depuis sa prise de fonctions.

Rafael Louzan, président du conseil d'administration de la Fédération espagnole, a évoqué avec enthousiasme la contribution du sélectionneur et les raisons d'un engagement aussi important.

Tous les regards tournés vers le Mondial 2030

Lors de l'annonce, Louzan a expliqué la volonté de la fédération de s'inscrire dans une vision à long terme, déclarant: «Nous parlons de l'entraîneur le plus titré de l'histoire de la sélection nationale, et après quatorze ans passés avec nous, c'est quelque chose que Luis de la Fuente mérite, un avenir à long terme à la RFEF.»

L'une des principales motivations de cette prolongation est la Coupe du monde 2030. Le fait d'avoir De la Fuente aux commandes offre à la fédération un gagnant confirmé pour gérer la pression d'un tournoi à domicile. La RFEF est déterminée à maintenir l'élan généré par son récent triomphe en Coupe du monde, et s'assurer que le «cerveau» derrière ce succès reste en place était considéré comme une priorité absolue



par le conseil d'administration. Le nouveau contrat couvre ainsi effectivement toutes les grandes fenêtres internationales dans un avenir prévisible.

La stabilité apportée par ce contrat permet également au staff technique de planifier l'intégration progressive de la prochaine génération de stars qui émergent

actuellement de l'équipe des moins de 21 ans. En liant De la Fuente jusqu'en 2032, l'Espagne a effectivement mis fin à toute spéculation concernant son avenir, permettant au groupe de se concentrer entièrement sur ses prochaines échéances compétitives.

BRÉSIL

Le quota de joueurs étrangers réduit

Les autorités du football brésilien ont officiellement ratifié une réduction progressive du quota de joueurs étrangers en Serie A et en Serie B. La nouvelle directive prévoit que le plafond actuel de neuf joueurs étrangers par groupe pour un jour de match passera à

huit en 2027, avant d'atteindre cinq d'ici 2030. Cette intervention décisive vise à freiner l'afflux rapide de recrues internationales tout en ramenant la réglementation des compétitions nationales à son niveau de 2022.

En plus de limiter le personnel étranger, la CBF exigera que chaque club réserve au moins 25 places sur ses 50 inscriptions d'effectif exclusivement à des talents de moins de 23 ans d'ici 2030. Cette refonte réglementaire a reçu un soutien écrasant de la part des 40 clubs professionnels et des fédérations régionales d'Etat, étant adoptée avec seulement deux votes dissidents. L'instance dirigeante insiste sur le fait que cet ajustement progressif préserve les standards de compétitivité sans compromettre le développement durable à la

base. Exposant la logique stratégique du cadre révisé, le directeur exécutif de la CBF, Helder Melillo, a insisté, comme cité par Marca: «La mesure que nous proposons désormais maintient encore un nombre important de joueurs étrangers.»

Une étude interne de la confédération a révélé une hausse spectaculaire du nombre de joueurs importés, passé de 95 en 2022 à 162 d'ici 2025. Selon l'étude présentée par la CBF, cet afflux a fait grimper l'âge moyen de l'élite à 28,5 ans, un chiffre sensiblement plus élevé que dans les grands championnats européens. La diminution du temps de jeu en équipe première pour les jeunes espoirs menaçait les clubs nationaux, qui dépendent fortement des ventes à l'étranger de talents formés au club.

Argentine

Le dernier hommage d'Adidas à Messi

Un moment qui promet d'être riche en émotions. Quelques années un départ bref, Lionel Messi prendra une bonne fois pour toutes sa retraite internationale dans quelques semaines. L'octuple Ballon d'Or a tout de même été sélectionné une dernière fois par Lionel Scaloni avec l'Albiceleste pour un ultime au revoir à la sélection qui l'a entre autres consacré champion du monde en 2022.

L'attaquant de l'Inter Miami figure en effet dans la liste des joueurs retenus pour trois matchs amicaux mais disputera uniquement le troisième: après des rencontres contre la Bolivie le 30 septembre puis le Burkina Faso le 3 octobre, les Argentins affronteront le 6 octobre le Bénin, contre qui Messi achèvera donc sa carrière internationale, devant son public au Monumental de River Plate.

Pour l'occasion, l'équipementier de l'Argentine, Adidas, a confectionné un magnifique maillot en guise d'ultime d'hommage. Outre les bandes bleu ciel et blanches comme d'habitude, un flocage doré a été ajouté avec en fond l'ombre d'un sol de Mayo, le soleil représenté sur le drapeau du pays. Leo Messi a dévoilé cette tunique collector dans une vidéo sur Instagram accompagnée de la légende «Dernier match... Un maillot pour toute la vie», suivi d'un cœur.

On ne sait pas encore si la marque allemande aux trois bandes commercialisera ce maillot pour que les innombrables adoreurs de l'ancienne légende du FC Barcelone puissent le garder en souvenir ou si elle l'a créé uniquement pour lui. Pour assister au jubilé face au Bénin, les supporters n'auront en tout cas pas à déboursier d'énormes sommes: les places, vendues hier à partir de 18 heures, iront de 52 à 278 euros selon les catégories, avec même un prix de 17 euros pour les enfants. La Pulga, âgée de 39 ans, a annoncé sa retraite internationale le 31 août dernier quelques semaines après la défaite de l'Albiceleste en finale de la Coupe du monde contre l'Espagne aux Etats-Unis (1-0, a.p.) puis le décès de son père, Jorge, à 68 ans.

ITALIE

Mancini souhaite se faire pardonner

Mancini a secoué le paysage du football italien en août 2023 lorsqu'il a démissionné de manière inattendue de son poste, avant de prendre les commandes de l'équipe nationale d'Arabie saoudite seulement deux semaines plus tard. Ce départ brutal a laissé un goût amer aux supporters, d'autant qu'il est intervenu relativement peu de temps après le glorieux triomphe au Championnat d'Europe à Wembley en 2021.

A la suite d'une période calamiteuse qui a vu l'Italie manquer une troisième Coupe du monde

consécutive, la fédération italienne de football (FIGC) a choisi de nommer à nouveau le sélectionneur en juillet. Il s'est vu confier la tâche redoutable de relancer un groupe en crise et de le guider hors de sa torpeur actuelle. L'entraîneur de retour n'a aucune illusion quant à l'hostilité à laquelle il est confronté de la part d'une partie des supporters. Mancini accepte que le fait d'avoir mené le pays au sacre européen il y a cinq ans ne le protégera pas des critiques actuelles. «Je ne bénéficie d'aucun crédit parce que c'est du passé, cela ne compte pour rien», a reconnu Mancini.

Evoquant la polémique autour de son départ soudain vers le Moyen-Orient, l'ancien entraîneur de Manchester City et de l'Inter a montré qu'il comprenait la frustration des supporters. Il a souligné que les résultats sur le terrain sont la seule voie vers la rédemption. «Je pense que lorsqu'un supporter se sent trahi, il a le droit d'être contrarié, et il faut l'accepter», a poursuivi Mancini. «Je pense que pour les reconquérir, nous devons bien faire les choses et ramener l'équipe nationale là où elle doit être, afin que les choses s'apaisent.»

Pour amorcer un renouveau, Mancini a convo-

qué un groupe élargi de 34 joueurs, avec huit potentiels débutants aux côtés de plusieurs stars déjà bien établies. Il estime qu'injecter du sang neuf est essentiel pour effacer la gueule de bois provoquée par les récents échecs en qualifications, soulignant que ces jeunes espoirs ne portent pas le bagage psychologique lié à l'absence sur la scène mondiale. Il s'attend aussi à les voir jouer avec une «insouciance» que les professionnels plus âgés perdent souvent. Le sélectionneur veut que son contingent de jeunes joue avec liberté tout en s'appuyant sur des vétérans expérimentés pour les guider.

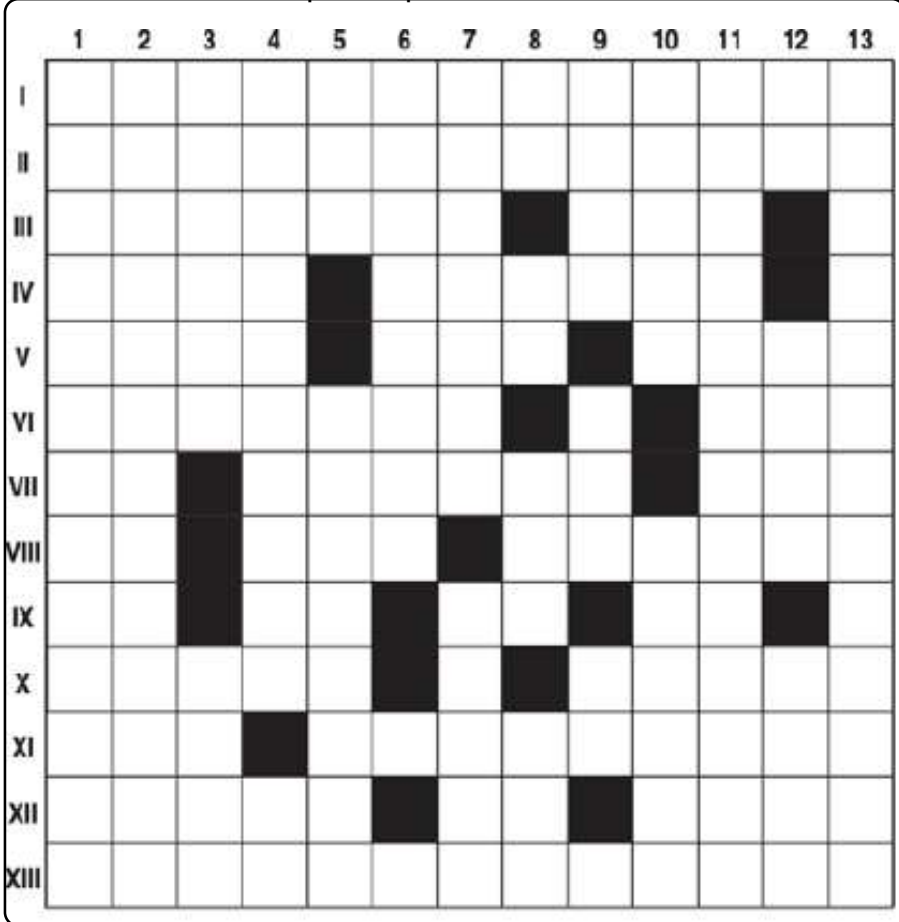
LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Après sa mort, divers poèmes et essais furent publiés sous le titre MIRACLES (1924). II. Impensable en salle de réanimation. III. Chaussais, et prenais soin des pieds. Interjection exprimant le doute. IV. La place forte de cette commune fut cédée à la France en 1713 suite au traité d'Utrecht. Il était donc étendu sans mouvement. V. Fleuve côtier de France et de Belgique. Arrivée en fin d'année. Fait forcément bonne impression. VI. Deux lettres en une seule. Comme de bien entendu... VII. Tête d'ahuri. Sultan d'Egypte de la dynastie des Mamelouks Burdjites. Prend tout autant soin des arabes que des anglais. VIII. Deux otées de huit. Pronom indéfini. En Bolivie andine et à près de 4 000 mètres d'altitude. IX. Un quartier d'Aix-les-Bains. Conjonction. Quelque chose de monstrueux que l'on retrouve en Russie. Au milieu du Togo. X. Elle rejoint le Rhin à Bâle. Ce n'est pas que pour les malaises que certains le prennent en main. XI. Ce genre d'échange, on le retrouve dans le métro parisien. Mise plus bas que terre. XII. Point décisif dans les arts martiaux. Morceau de pain. A de fortes mâchoires. XIII. Nom donné aux auteurs des massacres de septembre 1792.

VERTICALEMENT

1. Couvent de femmes fondé à Paris rue de Sèvres en 1640 et où Madame Récamier résida de 1819 à 1849. 2. Roi de France, fils de Philippe Egalité et de Louise-Marie de Bourbon-Penthievre. 3. Différents. Ce général français fut le gouverneur de Dantzig. 4. Peuvent-elles être amenées à rire jaune ? Morceau d'entrecôte. 5. Premier mot du nom de la capitale de la province de Khanh Hoa. Rouge, elle ne peut en aucun cas être un signe avant coureur. 6. Faisons semblant. 7. Ils vivent près d'un point d'eau dans le désert. Vièle arabe. 8. Dans un



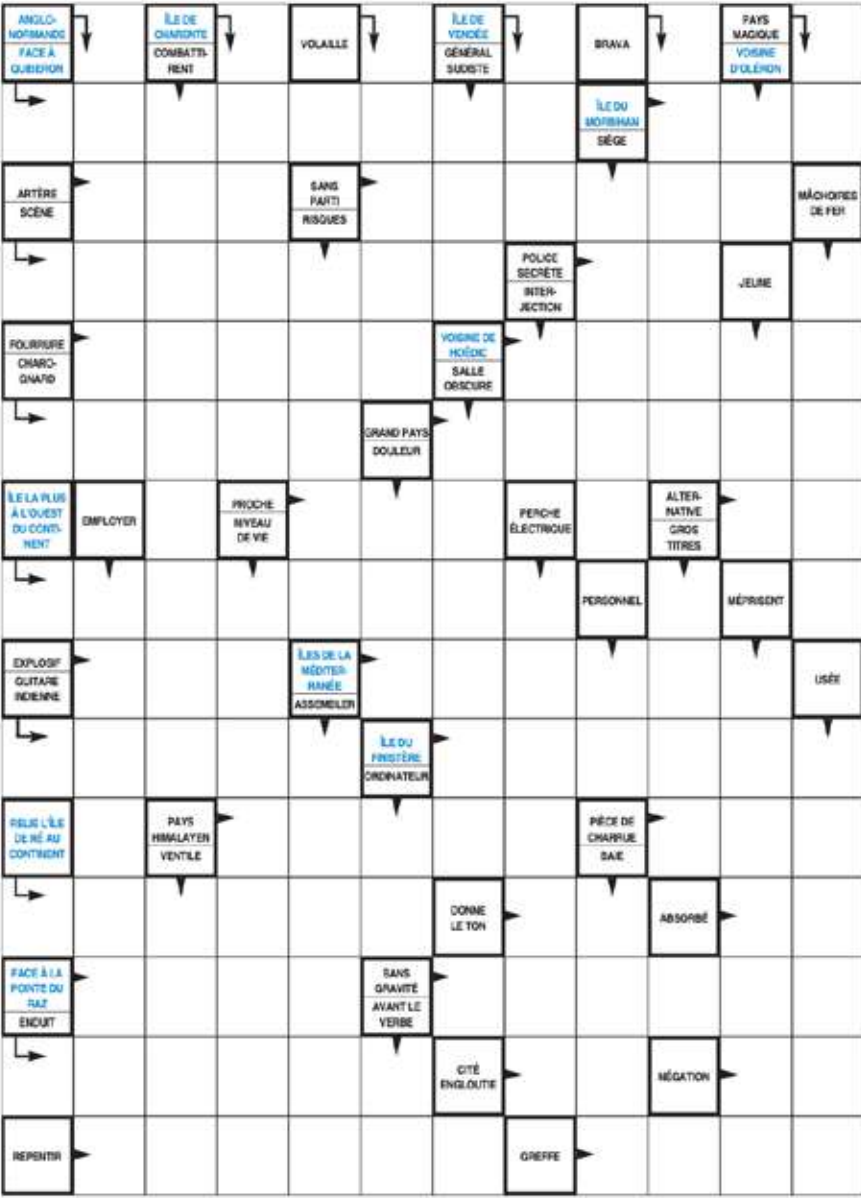
MOTS MÊLÉS

Laphrase-mystère est : LA PALME D'OR

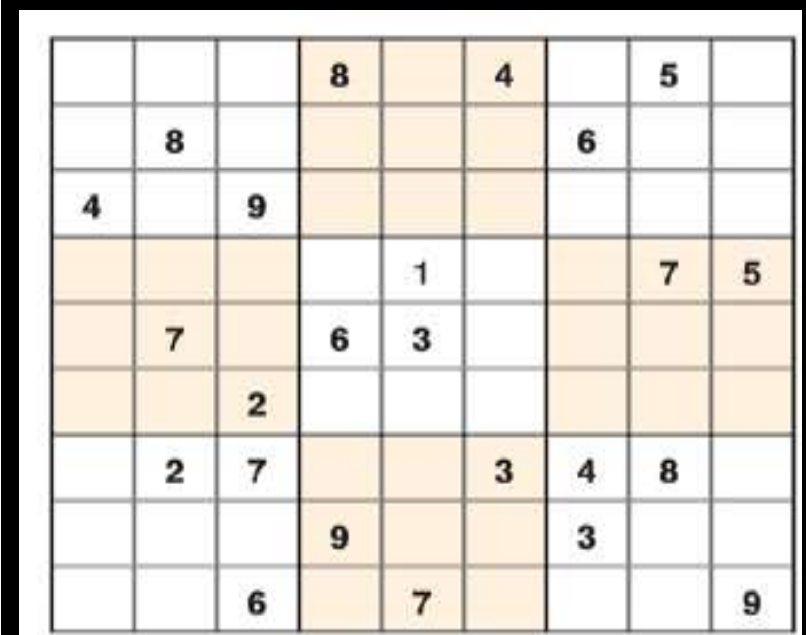
- ADSL
ANTIVIRUS
ARNAQUE
AROBASE
AVATAR
BANDEAU
BONUS
CERTIFICAT
COMMUN
- CONNEXION
COOKIE
COURRIEL
ECRAN
EMAIL
EMOTICONE
ETOILE
FIBRE
FORUM
- FRAUDE
GOOGLE
HACKER
INTRANET
LOGICIEL
MODEM
NUMERIQUE
OCTET
PAREFEU
- PIRATE
PIXEL
PLUGIN
PODCAST
PORTABLE
PRESSE
RESEAU
SMILEY
SPAM
- SURFER
TCHAT
VEILLE
WEBMASTER
WIFI



LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO



SOLUTION
LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO — LES MOTS CROISÉS



DANSE CONTEMPORAINE À ALGER

Manifestus, quand les corps prennent la parole

Plus de 40 minutes de danse, de rythme et de mouvement ont animé samedi soir la cour de l'Institut culturel italien à Alger. Portée par trois interprètes, la création de Jacopo Jenna fait dialoguer danse contemporaine et cultures urbaines dans une pièce où les corps deviennent le principal langage.



NASSIM TERKI

La danse contemporaine s'est invitée samedi soir dans la cour de l'Institut culturel italien à Alger avec *Manifestus*, une création de Jacopo Jenna présentée par l'Institut culturel italien, en collaboration avec l'Ambassade d'Italie en Algérie. Durant plus de 40 minutes, trois danseurs ont livré une pièce où le geste, le rythme et les émotions occupent tout l'espace.

Conçue, chorégraphiée et mise en scène par Jacopo Jenna, la création a réuni Simone De Giovanni, Petra Audrey Mangoua Youaleu et Phex. À trois, les interprètes construisent une matière chorégraphique en mouvement permanent. Ils se rapprochent, se séparent, se répondent et modifient sans cesse leurs trajectoires. Une impulsion donnée par l'un est reprise, transformée ou prolongée par l'autre.

Le corps constitue ici le principal moyen d'expression. Le spectacle ne repose ni sur des personnages ni sur un récit linéaire. Les danseurs font plutôt ap-

paraître différents états, entre tension, fragilité, énergie, résistance, inquiétude ou abandon. Le public est ainsi amené à suivre les sensations produites par les mouvements plutôt qu'à chercher une histoire à reconstituer.

Le titre *Manifestus*, d'origine latine, renvoie à ce qui est clair ou manifeste et fait également écho au terme manus, la main. Cet élément occupe une place importante dans la pièce. La main devient un prolongement du geste : elle s'ouvre, se ferme, appelle, repousse ou semble interroger l'espace. Peu à peu, le mouvement gagne les épaules, le torse, les jambes et l'ensemble du corps.

La création puise également dans les langages des danses urbaines. Certaines de leurs dynamiques sont reprises puis déplacées vers une écriture contemporaine plus abstraite. Ruptures, isolations, changements de rythme et variations d'intensité donnent à la chorégraphie une forte dimension physique. Cette recherche a notamment été menée avec Mattia Quintavalle, alias Sly, autour du dialogue entre culture urbaine et création contemporaine.

La dimension sonore joue, elle aussi, un rôle central.

La musique d'Alberto Ricca, connu sous le nom de Bienoise, accompagne la pièce à travers une création électronique faite de pulsations, de vibrations, de textures et de silences. Elle intervient parfois comme une force qui entraîne les corps, parfois comme un élément qui les retient. Le mouvement et le son finissent ainsi par former une même matière scénique.

La configuration de la cour de l'Institut culturel italien, ouverte sur le ciel et directement accessible au regard du public, renforce cette proximité entre les danseurs et les spectateurs. La scène ne paraît plus séparée de ceux qui la regardent, donnant à la représentation une dimension particulièrement physique. Chorégraphe, performeur et cinéaste, Jacopo Jenna développe un travail situé au croisement de la danse, des arts visuels et de la réflexion sur le mouvement et notre manière d'habiter le monde. Dans *Manifestus*, cette approche ne passe pas par un discours. Elle s'exprime directement à travers les corps, leurs déplacements, leurs tensions et leurs interactions.

Présentée à Alger dans le cadre de la programmation de l'Institut culturel italien, la pièce a ainsi proposé une approche de la danse contemporaine où le geste

Le Bardo dévoile le visage d'un Algérien d'il y a 20 000 ans

Le Musée public national du Bardo, à Alger, vient d'enrichir ses collections avec une pièce peu commune. Le musée a reçu dimanche dernier un buste reconstituant l'apparence d'un Homo sapiens ayant vécu en Algérie il y a environ 20 000 ans. La pièce a été offerte par le chercheur algérien Jilali Hadjouis, spécialiste de l'archéologie, de la préhistoire et de la paléontologie. Le don a été remis au directeur du musée, Zoheir Harichane, qui a mis en avant l'intérêt scientifique et culturel de cette nouvelle acquisition. Le buste occupera une place centrale lors d'une manifestation programmée en décembre prochain et consacrée à l'homme anatomiquement moderne en Algérie depuis 20 000 ans.

Cette reconstitution, présentée pour la première fois au public algérien sous cette forme, doit permettre aux visiteurs de se représenter plus concrètement l'apparence de l'homme moderne ayant vécu sur le territoire national à cette période. Pour le Bardo, cette acquisition constitue également un support de sensibilisation destiné notamment aux jeunes, aux étudiants, aux chercheurs et aux passionnés d'histoire et d'archéologie. Une reconstitution de l'homme d'Afalou Bou Rhummel Réalisé en silicone, le buste reproduit l'homme moderne retrouvé dans la région d'Afalou Bou Rhummel. Sa réalisation est liée aux travaux de Jilali Hadjouis sur l'histoire et l'évolution de l'homme moderne en Algérie.

À travers ce don, le chercheur entend participer à l'enrichissement des collections du Bardo, mais également permettre au grand public d'accéder à une partie de ce patrimoine humain qui remonte à plusieurs millénaires.

L'arrivée de cette pièce vient ainsi compléter le travail du musée autour des différentes étapes de l'histoire humaine en Algérie. Elle met également en avant l'apport des recherches archéologiques, préhistoriques et paléontologiques dans la connaissance des origines et de l'évolution de l'homme sur le territoire national.

Le public pourra notamment découvrir cette reconstitution dans le cadre de la manifestation prévue en décembre, qui sera consacrée à la présence de l'homme anatomiquement moderne en Algérie depuis environ 20 000 ans.

PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Tagdemt, entre mémoire et développement

Une opération de fouilles archéologiques préventives a été menée récemment sur le site de Tagdemt, dans la wilaya de Tiaret, par une équipe spécialisée du Centre national de recherche en archéologie (CNRA). Réalisée sous forme de sondages, cette intervention avait pour objectif de vérifier la présence éventuelle de vestiges ou de témoignages matériels présentant un intérêt historique.

Les travaux, conduits sur une superficie d'environ 10 hectares aux abords de la commune de Tagdemt, ont été engagés à la demande des autorités locales. Il s'agissait notamment de déterminer si les terrains concernés par de futurs projets de développement renfermaient des vestiges susceptibles d'en empêcher l'utilisation, a expliqué la directrice de la culture et des

arts de la wilaya, Mme Bachir Mama.

À l'issue de cette opération, l'équipe technique n'a pas relevé de découvertes archéologiques présentant une valeur historique particulière, selon la même responsable. La Direction de la culture et des arts devrait recevoir prochainement le rapport final établi à l'issue des sondages.

Ce document servira de base à la préparation d'un dossier technique et administratif consacré au site. Celui-ci sera ensuite soumis à l'approbation des autorités compétentes et permettra de déterminer les terrains pouvant être affectés aux différents projets de développement envisagés dans la commune.

Plusieurs infrastructures sont notamment prévues sur une partie des terrains concernés par les fouilles préventives. Il s'agit de logements

sociaux, d'une polyclinique et d'établissements scolaires, destinés à renforcer les équipements et les services de base au profit de la population locale.

La réalisation de ces projets restera toutefois accompagnée d'un suivi archéologique. Des spécialistes assureront ainsi le contrôle des différentes étapes des travaux, particulièrement lors des opérations de terrassement et de construction. Une attention particulière sera également accordée au respect des hauteurs autorisées, afin de préserver l'intégrité et la visibilité du site archéologique, a précisé Mme Bachir.

Situé à environ huit kilomètres de la ville de Tiaret, le site de Tagdemt est classé comme site archéologique national depuis le 20 novembre 1978. Il couvre une superficie d'environ 37 hec-

tares et constitue un lieu important pour la connaissance de plusieurs périodes de l'histoire de l'Algérie.

Son importance historique est notamment liée à deux moments majeurs. Le premier renvoie à l'histoire de l'État rostémide, dont Tahert fut la capitale entre 777 et 909. Le second est associé à l'Émir Abdelkader, qui choisit Tagdemt comme capitale en 1838.

Les fouilles préventives menées aujourd'hui s'inscrivent ainsi dans une démarche visant à concilier la protection du patrimoine archéologique avec les besoins de développement de la commune. Le rapport attendu permettra de préciser les possibilités d'aménagement des terrains concernés, tout en maintenant les mesures nécessaires à la préservation du site.

Rédaction Culturelle

Trait d'esprit

“L’invincibilité réside dans la défense, la possibilité de victoire réside dans l’attaque.”

Sun Tzu

Report de traversées entre Alger et Marseille par l'ENTMV

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) a annoncé une modification de son programme de traversées en raison de circonstances indépendantes de sa volonté. La traversée Marseille-Alger, initialement prévue pour le mercredi 23 septembre 2026, est reportée au samedi 26 septembre 2026 à 12 h 00. Quant à la traversée Alger-Marseille, programmée pour le jeudi 24 septembre 2026, elle est décalée au lundi 28 septembre 2026 à 12 h 00.

Championnat d'Afrique de volley-ball Les Verts visent la finale et le Mondial



L'Algérie affronte aujourd'hui à 21 h à El Menzah (Tunis) le Cameroun en demi-finale du championnat d'Afrique 2026. Après avoir éliminé l'Égypte tenante du titre en quarts (3-2), les Verts, finalistes de l'édition précédente, abordent le match en pleine confiance. Une victoire leur offrirait la qualification pour le Mondial 2027 en Pologne et, en cas de titre, une place aux JO 2028 de Los Angeles.

Guelma Un mort et un blessé dans un accident de la route

Un accident tragique s'est produit ce mardi à la sortie du village de Ras El Ayoun (commune de Bordj Sabat, daïra d'Oued Zenati), dans la wilaya de Guelma. Un camion a brusquement quitté la chaussée avant de se renverser. Alertés à 14 h 06, les secours de la Protection civile ont constaté le décès sur place d'un homme de 33 ans. Un second passager, âgé de 35 ans, a été grièvement blessé et évacué vers l'hôpital local. Le corps de la victime a été transféré à la morgue de l'établissement.

Un réseau de drogues dures démantelé à Alger

Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont mis hors d'état de nuire un réseau criminel actif dans le trafic de cocaïne et d'héroïne en pleine capitale. Sous l'autorité du parquet, les enquêteurs de la division Centre de la police judiciaire ont arrêté neuf personnes, dont deux femmes, après un travail de renseignement et de filatures. Lors des perquisitions, 761 grammes de drogues dures ont été saisis, ainsi que 1,1 million de dinars, plus de 10 300 euros et un véhicule de tourisme utilisé pour la distribution. Les suspects ont été déferés pour association de malfaiteurs et trafic de stupéfiants. Cette opération illustre une nouvelle fois l'efficacité de l'action proactive des forces de l'ordre face à l'implantation des drogues dures dans le tissu urbain.

28 650 gélules de prégabaline saisies à Ouargla

Le Service régional de lutte contre le crime organisé (SRLCO) de Ouargla a démantelé un réseau criminel impliqué dans le trafic de substances psychotropes. Trois individus ont été arrêtés et 28 650 gélules de prégabaline 300 mg ont été saisies. L'enquête a débuté sur la piste d'un trafiquant soupçonné d'utiliser son domicile comme entrepôt de drogue. Une perquisition, menée en coordination avec le parquet local, a permis l'arrestation de deux suspects et la découverte des gélules. Des investigations complémentaires ont conduit à l'identification et à l'arrestation d'un troisième membre du réseau, ainsi qu'à la saisie d'un véhicule utilisé pour le transport de la marchandise illicite. Les trois suspects ont été déferés devant le procureur de la République pour la suite de la procédure judiciaire.

Soupçons de détournement de fonds pour Gaza au sein du « Conseil de paix »

Des sources évoquent une enquête interne secrète au sein du « Conseil de paix » sur des soupçons de détournement et de mauvaise gestion de fonds destinés à la bande de Gaza. L'enquête porterait sur le comité administratif palestinien et sur les mécanismes d'allocation et de décaissement du Conseil, sans qu'aucun détail officiel ne soit confirmé. Nikolaï Miladinov, haut représentant du Conseil pour Gaza, serait au centre des interrogations. Il a défendu ses méthodes, affirmant que les structures n'étaient pas encore finalisées et que les

contrats et paiements sont soumis à examen et audit. Des rapports antérieurs du Financial Times et du Guardian avaient déjà soulevé des questions sur l'opacité des comptes, certains fonds ayant transité par un compte JPMorgan plutôt que par le fonds géré par la Banque mondiale, et sur l'incertitude entourant le budget du comité administratif. Dans un contexte humanitaire catastrophique à Gaza, cette affaire relance la question de la transparence sur les fonds promis, reçus et dépensés, ainsi que sur les mécanismes de contrôle et d'audit. **R.N.**

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :

028 26 99 24

L'EXPRESS

UNIVERSITÉ DE BÉJAÏA

Le coup d'envoi officiel de l'année universitaire 2026/2027

L'Université de Béjaïa a officiellement ouvert l'année universitaire 2026/2027 lors d'une cérémonie organisée hier mardi, à l'auditorium des frères Hachlef – Campus Aboudaou, en présence du secrétaire général, chargé de la gestion des affaires de la wilaya, Monsieur Saïd Yahiaoui, ainsi que de plusieurs élus de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), des deux directeurs des œuvres universitaires de Béjaïa et d'Elkseur, de députés et de sénateurs.



PAR MEHDAOUI I.

La cérémonie a débuté par l'écoute par visioconférence de l'allocation du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Badari, à l'occasion de la rentrée universitaire. Prenant la parole, le recteur de l'université de Béjaïa a présenté les principaux enjeux auxquels fait face l'université dans un contexte marqué par l'accélération de la transformation numérique. Il a notamment mis l'accent sur le rôle croissant des

outils numériques dans l'enseignement, la formation et la recherche scientifique. Le recteur a également consacré une place importante à l'intelligence artificielle, devenue un nouvel outil dans le domaine de la recherche. Il a souligné les perspectives qu'elle ouvre en matière d'exploitation des données, d'accès à l'information scientifique, d'analyse et d'accompagnement des chercheurs, tout en rappelant l'importance d'un usage responsable de ces nouvelles technologies dans le milieu universitaire. À l'issue de ces deux inter-

ventions, le secrétaire général, chargé de la gestion des affaires de la wilaya, est intervenu à son tour. À cette occasion, il a donné officiellement le coup d'envoi de l'année universitaire 2026-2027 à l'université de Béjaïa. Cette cérémonie marque ainsi le début d'une nouvelle année académique placée sous le signe de la modernisation, de la transformation numérique et du renforcement de la recherche scientifique, avec une attention particulière portée aux nouvelles technologies et à l'intelligence artificielle. ■

Œuvres universitaires: l'engagement au service d'une rentrée réussie

Dans le cadre des préparatifs de la rentrée universitaire 2026/2027 et conformément aux instructions des hautes autorités du pays, la Direction des Œuvres universitaires de Béjaïa s'est engagée dans une dynamique visant à réunir les meilleures conditions d'accueil, d'accompagnement et de prise en charge des étudiants. Cette démarche s'inscrit également dans le cadre des orientations et des directives de Monsieur Mezough Adel, DG de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU), visant à renforcer la mobilisation des structures universitaires et à veiller à la qualité des prestations destinées aux étudiants. Dans ce contexte, la DOU de Béjaïa a intensifié ses préparatifs et mobilisé l'ensemble de ses services afin d'assurer une rentrée universitaire dans les meilleures conditions. C'est dans cette dynamique

que s'inscrit l'action de M. Brahmi Moncef, directeur des Œuvres universitaires de Béjaïa, dont l'implication dans le suivi des préparatifs et le fonctionnement quotidien des services, avec une volonté de placer la qualité du service et les conditions d'accueil des étudiants au cœur des priorités. Depuis sa prise de fonction, M. Brahmi a insufflé un rythme de travail soutenu, marqué par une présence régulière sur le terrain et un suivi attentif des différents services de la DOU de Béjaïa. Au-delà de ses responsabilités administratives, M. Brahmi Moncef accorde une importance particulière à la communication. Sa disponibilité à l'égard des étudiants et des travailleurs s'inscrit dans une approche fondée sur le dialogue et la recherche de solutions concrètes aux préoccupations exprimées. La

communication occupe une place importante dans cette approche. Conscient du rôle des médias dans l'information du public et la valorisation des actions menées sur le terrain, M. Brahmi Moncef privilégie une relation ouverte avec les différents acteurs de la communication ainsi qu'avec les médias locaux et nationaux. L'engagement de la Direction des Œuvres universitaires de Béjaïa s'inscrit dans une dynamique visant à renforcer l'accompagnement des étudiants et à répondre au mieux à leurs besoins tout au long de leur parcours universitaire. À travers les différentes actions mises en place, la Direction œuvre à garantir un environnement favorable aux étudiants, en accordant une attention particulière à leurs conditions de vie, de transport, de restauration et d'hébergement. **I. M.**